



Une Initiative de Bioversity International / OAS en coopération technique avec la  
FAO

-----RAPPORT-----

## **Partenariats de Mobilisation de la Diversité des Systèmes Alimentaires Traditionnels pour assurer une Nutrition et une Santé Adéquates au sein des Etats Membres de la CEDEAO**

### **Un Atelier Régional des Etats Membres de la CEDEAO**

**5-6 Septembre 2007**

**Ouagadougou, Burkina Faso**

**Financé par:**



**Agence canadienne de  
développement international**

**Canadian International  
Development Agency**







## PREAMBULE

**L'Organisation Ouest Africaine pour la Santé (OOAS)** est une Agence Publique de Santé de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). L'OOAS coordonne le Forum sur la Nutrition de la CEDEAO qui a été installé en 1996 par la Commission de la CEDEAO comme un mécanisme pour organiser le réseau des acteurs et des décideurs sur la nutrition au sein des 15 Etats membres de la CEDEAO. Le but ultime du Forum sur la Nutrition est d'accroître la visibilité des dialogues sur la nutrition et des actions intersectoriels régionaux qui peuvent résulter en des programmes d'alimentation et de nutrition orientés vers des impacts. Le plaidoyer sur la nutrition joue ainsi un rôle stratégique pour le Forum visant ainsi à l'accroissement de la sensibilisation sur les questions clés au sein des décideurs politiques aux niveaux national et régional.

**Bioversity International** est une institution dont le mandat est de promouvoir la recherche sur la biodiversité pour le développement – de promouvoir la conservation et l'utilisation durable des ressources génétiques pour réaliser les objectifs de développement. Le programme alimentaire et nutritionnel de l'organisation vise à améliorer la sécurité alimentaire, la nutrition et la santé des populations pauvres à ressources limitées, en particulier en tirant meilleur profit de la biodiversité agricole. Bioversity fait une promotion des systèmes alimentaires dans ses interventions sur l'alimentation et la nutrition, une approche qui emploie la biodiversité agricole des produits alimentaires traditionnels et localement adaptés comme des ressources primaires de front pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Les partenariats constituent le fondement de la stratégie de Bioversity. L'organisation n'aucun laboratoire ou site d'expérimentation propre à lui mais travaille de manière transversale avec aussi bien les structures nationales, régionales, internationales qu'avec les organisations non – gouvernementales. L'un de tels partenaires régionaux est l'Organisation Ouest Africaine pour la Santé.



Ce rapport et les documents et supports de présentation sont disponibles sur:  
[http://www.biodiversityinternational.org/News\\_and\\_Events/Events/Past\\_Events/WAH\\_O\\_workshop.asp](http://www.biodiversityinternational.org/News_and_Events/Events/Past_Events/WAH_O_workshop.asp)





## **TABLE DES MATIERES**

<b>LISTE DES ACRONYMES</b>	6
<b>RESUME</b>	7
<b>1.0 Introduction</b>	<b>9</b>
1.1 Contexte de l'atelier du Plaidoyer Politique	11
1.2 Objectifs de l'atelier	11
1.3 Résultats Attendus	12
1.4 Niveau de Participation	12
<b>2.0 Ouverture</b>	<b>13</b>
2.1 Discours - programme	13
2.2 Contexte de l'atelier, Objectifs et Résultats Attendus	14
<b>3.0 Résumés des Notes Techniques de Présentations</b>	<b>14</b>
3.1 Aliments Locaux et Traditionnels d'Afrique de l'Ouest – Ressources de Front contre la Malnutrition et les Maladies Diététiques Chroniques Associées	15
3.2 Sécurité Alimentaire et Bien-être Durable: un pré-requis pour l'amélioration de la Nutrition et l'atteinte des Objectifs de Développement du Millénium	15
3.3 Actualisation des Programmes et Activités de Recherche Agronomique et de Transformation sur les Aliments Traditionnels	15
3.4 Revue des Politiques Alimentaires et Nutritionnelles associées à l'Agriculture et la Santé dans les Etats Membres de la CEDEAO – Le rôle du Plaidoyer dans la réalisation des changements de politiques	15
<b>4.0 Préliminaires aux Présentations</b>	<b>16</b>
4.1 Relations Agriculture - Santé	16
4.2 Travailler ensemble pour lutter contre toutes formes de malnutrition	16
<b>5.0 Sessions des Groupes de Travail</b>	<b>16</b>
5.1 Analyse de la collaboration sectorielle Agriculture/Santé, ses forces, faiblesses, opportunités et menaces possibles	17
5.2 Dispositifs actuels de collaboration Intersectorielle	17
5.3 Forces des Partenariats Existants	18
5.4 Faiblesses des Partenariats Existants	18
5.5 Opportunités fournies par les Partenariats Intersectoriels	20
5.6 Menaces aux Partenariats Intersectoriels dans la Sous - Région	20
<b>6.0 Développement des plans d'action et recommandations</b>	<b>21</b>
6.1 Discussions en Plénière sur les Présentations et Résultats Clés	21
6.2 Plan d'Action Post-Atelier au niveau des pays	23
6.3 Plan d'Action Post-Atelier du Plaidoyer au Niveau Régional	23
6.4 Recommandations d'Actions des Participants	24
6.5 Recommandations d'Actions du Consultant	24
<b>7.0 Conclusions</b>	<b>25</b>
7.1 Aboutissements	25
7.2 Cérémonie de Clôture	25
<b>8.0 Evaluation</b>	<b>26</b>
<b>Annexes</b>	<b>27</b>
Annexe 1 : Documents de Politiques Clés pour Complément de Lecture	27
Annexe 2: Liste des participants	28
Annexe 3: Agenda de l'atelier	32
Annexe 4: Travaux de Groupes	34
Annexe 5 Evaluation	35
Annexe 6 Présentations	37
1. Dr Emile Frison, Bioversity International, Discours Programme	37
2. Dr Ismael Thiam, OOAS	41
3. Dr Francisca Smith, Bioversity International	43
4. Dr Florence Egal, UN Food and Agriculture Organisation (FAO)	48
5. Dr Amadou Tidiane Guiro, Université Cheikh Anta Diop, Dakar, Senegal	51
6. Dr Raymond Vodouhe, Bioversity International, Bureau pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre	52
7. Dr Marie Ruel, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI)	57
8. Dr Florence Egal, Comité Permanent de la Nutrition (SCN) du Système des Nations Unies	59



## **LISTE DES ACRONYMES**

ACDI	Agence Canadienne de Développement International
ADB	Banque de Développement Agricole
BM	Banque Mondiale
CDB	Convention sur la Diversité Biologique
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CRDI	Centre de Recherche pour le Développement International
CUA	Commission de l'Union Africaine
DSRP	Documents de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
GFU	Unité Globale de Facilitation pour les Espèces Sous-utilisées
HKI	Helen Keller International
IEC	Information, Education et Communication
IFPRI	Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires
ITN	Filets Traités à l'Insecticide
ODM	Objectifs de Développement du Millénaire
OOAS	Organisation Ouest – Africaine pour la Santé
PAS	Programmes d'Alimentation Scolaire
SCN	Comité Permanent de la Nutrition du Système des Nations Unies
SWOT	Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine



## RESUME

La sous-région ouest Africaine avec ses nombreuses zones agro-écologiques détient une riche et variée biodiversité agricole qui, dans le passé, a joué, et dans le présent continue de jouer un rôle vital dans la sécurité alimentaire et la nutrition des populations à la fois rurales et urbaines. Les écosystèmes agricoles diversifiés d'Afrique de l'Ouest fournissent une large gamme d'aliments traditionnels sélectionnés qui peuvent être mobilisés pour accroître la disponibilité alimentaire et étendre les choix alimentaires des ménages, assurant ainsi une diversité de régime alimentaire et une meilleure nutrition. C'est contre ce contexte de diversité alimentaire et de d'abondance relative dans la sous-région que se justifient les rapports actuels sur la chute de la productivité agricole et la montée d'insécurité alimentaire. Cette situation de détérioration alimentaire et agricole a eu d'impacts négatifs aussi bien sur la sécurité alimentaire des ménages que sur le statut nutritionnel et sanitaire des populations au sein de la région.

Les expériences des programmes d'intervention alimentaires et nutritionnels passés, et les déceptions résultant des programmes d'amélioration nutritionnels passés et en cours du secteur de la santé révèlent que ni le secteur de santé ni celui de l'agriculture ne peut travailler seul et pouvoir seul atteindre les cibles alimentaires, nutritionnels et de santé visés par les Objectifs de Développement du Millénaire (ODM). Ce constat sur la nature complexe des problèmes de nutrition et de santé, en particulier dans les pays en développement, est le moteur des présents appels pour des politiques de collaboration et des programmes d'intervention qui engagent tous les secteurs. C'est contre cette toile de fond que cet atelier a été programmé pour rassembler les décideurs politiques et les responsables des secteurs de la santé, de l'agriculture et du privé des Etats membres de la CEDEAO qui ont travaillé ensemble durant une période de deux jours pour construire et renforcer la collaboration entre leurs secteurs respectifs.

Au total, 43 représentants des institutions et organisations nationales, régionales et internationales ont participé à cet atelier. Sept présentations techniques ont fourni d'information pertinente sur la mise en place du contexte de l'atelier et construire les capacités pour une formulation efficace de politique et de programme d'exécution.

Les principaux thèmes développés au cours de l'atelier ont porté sur le besoin d'inventorier les produits alimentaires traditionnels et locaux disponibles, de cartographier les localités où ces produits peuvent être trouvés, et d'allouer des ressources pour étudier et documenter comment ils peuvent être utilisés pour une meilleure nutrition. Les questions relatives à comment assurer une sécurité de ces aliments et améliorer leur qualité et leur compétitivité à travers les processus de transformation alimentaire ont été explorées. Il y a eu une reconnaissance générale du fait qu'une richesse d'information et d'expériences est déjà disponible, ce sur quoi construire, mais ceci a besoin d'être documenté et partagé. Les participants ont identifié le besoin de créer des capacités, de partager des connaissances à travers les secteurs et d'identifier les champions dans d'autres secteurs pour pouvoir établir des alliances multisectorielles et interdisciplinaires efficaces.

Les groupes de travail ont ébauché des plans d'action de plaidoyer exécutables aux niveaux national et régional. Les pays participants se sont mis d'accord pour la mise en œuvre desdits plans d'action. Une rencontre est prévue au Printemps (courant mars – juin) en 2008 pour évaluer le progrès réalisé, prendre les dispositions pour que les pays se soutiennent mutuellement, et pour que les organisations participantes puissent étayer les activités du plan d'action.





## REMERCIEMENTS

L'atelier d'Afrique de l'Ouest sur les Partenariats de Mobilisation de la Diversité des Systèmes Alimentaires Traditionnels pour assurer une Nutrition et une Santé Adéquates au sein des Etats Membres de la CEDEAO, ensemble avec le présent rapport, sont le résultat de l'engagement, du support et efforts de l'Agence Canadienne pour le Développement International (ACDI), du Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI), de l'Unité de Facilitation Globale pour les Espèces Sous-utilisées (GFU), et des organisateurs de l'Organisation Ouest – Africaine pour la Santé (OOAS) et de Bioversity International. La décision de donner un appui financier à un effort qui fait le pont de plusieurs secteurs a nécessité la validation que les efforts de travailler à travers les limites – nationales, sectorielles et disciplinaires – pouvaient générer des idées, des politiques et actions nouvelles pour résoudre les problèmes persistants et émergents de la malnutrition en Afrique de l'Ouest. A la lumière des implications politiques et régionales importantes de cet événement, nous apprécions le support donné par l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Cela confirme notre conviction qu'en travaillant ensemble, les décideurs politiques sur les plans agricole et de la santé peuvent démontrer que s'investir dans une nutrition améliorée est un investissement judicieux pour le développement économique en Afrique de l'Ouest.

Nous exprimons nos profonds remerciements aux participants des pays de la CEDEAO et des organisations internationales (Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI)), qui ont donné l'expertise et le dévouement pour confirmer que les ressources de la biodiversité dans la région, si convenablement mobilisées et supportées, peuvent constituer la base d'un avenir productif et sain aux peuples d'Afrique de l'Ouest.

Au niveau global, cet atelier sur les politiques est l'un des premiers de genre. Nous remercions les organisateurs techniques, Dr Ismael Thiam de l'OOAS et Dr I. Francisca Smith de Bioversity International, pour leur leadership dans la conception et la délivrance des résultats concluants. Nous remercions aussi Mrs Rosanna Agble (Consultante nutritionniste) et Dr Pablo Eyzaguirre et Ms Arwen Bailey de Bioversity pour leurs contributions à la production des matériels et du rapport de cet évènement.





## 1.0 Introduction

La sous-région ouest Africaine avec ses nombreuses zones agro-écologiques détient une riche et variée biodiversité agricole qui, dans le passé, a joué, et dans le présent continue de jouer un rôle vital dans la sécurité alimentaire et la nutrition des populations à la fois rurales et urbaines. Pendant que dans plusieurs cas les composants de santé des traditions alimentaires en Afrique de l'Ouest se trouvent toujours dans les vies et dans l'art culinaire des ménages ruraux, il y a une tendance générale à la négligence et à la sous-utilisation des cultures traditionnelles alimentaires et des espèces comestibles. Les divers écosystèmes agricoles de l'Afrique de l'Ouest fournissent une large gamme d'aliments traditionnels qui peuvent être mobilisés pour accroître la disponibilité alimentaire et étendre les choix alimentaires des ménages en assurant ainsi une diversité de régime alimentaire et une meilleure nutrition. La riche diversité des tubercules, des plantes racines, des plantes rhizomes, des fruits à amidon, des céréales, des légumineuses, et des menus gibiers, quand utilisée dans des mets diversifiés, peut satisfaire les besoins journaliers en énergie, protéines et micronutriments d'une population. Les fruits, les légumes, les graines oléagineuses, les sauces épaississantes, les condiments et les épices traditionnels sont considérés comme des aliments auxiliaires et ainsi souvent négligés par la recherche agricole et les programmes de production alimentaire. Ces aliments sont cependant en réalité les sources majeures de micronutriments, de protection sanitaire et de promotion des substances phyto-médicinales dans les repas journaliers.

C'est contre ce contexte de diversité alimentaire et de d'abondance relative dans la sous-région que se justifient les rapports actuels sur la chute de la productivité agricole et la montée d'insécurité alimentaire. Cette situation de détérioration alimentaire et agricole a eu d'impacts négatifs aussi bien sur la sécurité alimentaire des ménages que sur le statut nutritionnel et sanitaire des populations au sein de la région.

Au fil des années et à travers des ateliers, des recherches et des documents de discussion, l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI) a de manière consistante plaidé la nécessité pour les secteurs agricoles et de santé de constituer des cibles critiques d'impact pour leurs politiques et programmes sectoriels respectifs. Cependant pour y parvenir, il y a un besoin irrésistible de collaboration intersectorielle entre les secteurs pertinents des Etats. Parvenir à avoir les décideurs politiques de l'Agriculture et de la Santé dans un même creuset pour travailler ensemble a souvent été une tâche difficile. Cependant, les débats en cours sur les questions entre les professionnels et partisans de l'alimentation et de la nutrition constituent un signe positif qu'il y a un changement général dans les perceptions et la réalisation d'un besoin pressant de construire des partenariats de collaboration intersectorielle pour les programmes d'intervention plus efficaces et à plus impacts dans la plupart des pays en développement.

En outre, l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), et en particulier son bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest, assiste ses Etats – membres dans le développement des Programmes Nationaux de Sécurité Alimentaire, en adéquation avec le Nouveau Partenariat pour le Développement Africain. Au sein du Programme de Partenariat FAO/ Pays-Bas (FNPP), il y a un travail intégrant l'agro-biodiversité aux politiques nationales agricoles et environnementales avec une optique d'améliorer la gestion locale et l'utilisation de



l'agro-biodiversité pour le bien-être durable, luttant ainsi contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire dans des sites pilotes.

Les pays africains sont en train de vivre les conséquences négatives de la globalisation et des changements socioculturels qui ont eu des effets négatifs sur la disponibilité et les habitudes alimentaires, et ont contribué à une forte prévalence des déficiences nutritionnelles et des maladies diététiques rattachées. La réduction du pouvoir d'achat des ménages vécue à ce jour a négativement affecté l'utilisation des aliments traditionnels dans les régimes alimentaires des ménages. Pour compenser ces tendances galopantes dans la consommation des aliments hautement énergétiques mais pauvres en nutriments, résultant en des augmentations des incidences de déficiences en micronutriments et des maladies diététiques chroniques rattachées, il y a eu une attention montante mais disproportionnée accordée par les gouvernants et les agences de développement aux stratégies d'intervention nutritionnelles utilisant un complément simple ou multi-nutriments, et la fortification alimentaire. Bien que l'efficacité de ces interventions soit bien établie, il y a un souci que lesdites interventions sont souvent difficiles et coûteuses pour pérenniser longtemps dans les régions marginales où l'infrastructure et les institutions de marché sont faiblement développées. Il y a donc un argument irrésistible pour les acteurs des secteurs du développement agricole et rural, de la santé / nutrition, de l'éducation, de la recherche et du privé pour construire des partenariats qui font une meilleure utilisation de leurs avantages comparatifs spécifiques dans le but de travailler en direction des programmes d'intervention nutritionnels qui sont fondés sur les aliments comme une part d'un système alimentaire entier, et non pas juste de simples composants alimentaires.

Les décideurs politiques et responsables nationaux ont donc un rôle fondamental à jouer pour garantir le succès de telles initiatives nationales et régionales visant le redressement de la situation alimentaire nutritionnelle et de santé pauvre. Il y a eu des démarches de la part des institutions internationales et régionales pour trouver des voies de s'adresser à ce problème multi-facette. Parmi plusieurs actions proposées, dans son document d'appel à action de mars 2005 pour assurer que la biodiversité disponible localement est utilisée de manière optimale pour l'alimentation et la nutrition, la Convention sur la Diversité Biologique (CDB) a fortement recommandé la convocation de plaidoyers régionaux et d'ateliers de décideurs qui mettent ensemble les acteurs de tous les secteurs dont les activités ont un impact sur les besoins alimentaires, nutritionnels et de santé des populations en particulier des pays en développement. En mars 2006, la CDB a mis en œuvre une initiative transversale sur la biodiversité pour l'alimentation et la nutrition conduite par la FAO et Bioversity International. Un appel ultérieur pour des collaborations intersectorielles afin d'aborder les problèmes d'alimentation de nutrition et de santé dans la sous région de la CEDEAO a été fait par les participants au forum régional nutritionnel 2006 de la CEDEAO, tenu au Cap Vert, qui dans l'une de leurs recommandations ont chargé l'OOAS de "établir des partenariats avec le département d'agriculture de la CEDEAO pour accroître les liens entre les politiques de santé et d'agriculture".

Les institutions organisatrices de l'atelier visent donc à mettre en route les initiatives alimentaires et nutritionnelles intersectorielles dans la sous-région de la CEDEAO en rassemblant les décideurs politiques et responsables des secteurs de la santé, de l'agriculture, de l'éducation et du privé pour réviser les politiques sectorielles respectives ayant une nutrition améliorée comme un objectif majeur, et de développer



des stratégies intersectorielles qui ont des résultats de nutrition et de santé comme cibles d'impacts majeurs.

**Pour plus de détails, voir les documents justificatifs sur CD ou sur le Site Web :**  
[http://www.bioversityinternational.org/News\\_and\\_Events/Events/Past\\_Events/WAH\\_O\\_workshop.asp](http://www.bioversityinternational.org/News_and_Events/Events/Past_Events/WAH_O_workshop.asp)

### **1.1 Contexte de l'atelier du Plaidoyer Politique**

Les expériences des programmes d'intervention alimentaires et nutritionnels passés, et les déceptions résultant des programmes d'amélioration nutritionnels passés et en cours du secteur de la santé révèlent que ni le secteur de santé ni celui de l'agriculture ne peut travailler seul et pouvoir seul atteindre les cibles alimentaires, nutritionnels et de santé visés par les Objectifs de Développement du Millénaire (ODM). Ce constat sur la nature complexe des problèmes de nutrition et de santé, en particulier dans les pays en développement, est le moteur des présents appels pour des politiques de collaboration intersectorielle et des programmes d'intervention. Mais les décideurs politiques et responsables ont encore à voir au-delà des cibles traditionnelles mises en places par leurs stratégies sectorielles. C'est contre cette toile de fond que cet atelier a été programmé pour rassembler les décideurs politiques et les responsables des secteurs de la santé, de l'agriculture et du privé des Etats membres de la CEDEAO qui ont travaillé ensemble durant une période de deux jours pour construire et renforcer la collaboration entre leurs secteurs respectifs. Cet atelier a été unique et stratégique parce que l'initiative et l'avancée pour un dialogue de politique intersectorielle sur la production, la disponibilité et l'utilisation des produits alimentaires locaux comme des ressources de front contre la malnutrition a émané du secteur de santé qui, traditionnellement, s'oriente vers les industries pharmaceutiques et les compléments diététiques dans la lutte contre la malnutrition en micronutriments et des maladies chroniques diététiques rattachées. Aussi un environnement favorable a été fourni aux participants à travers des présentations techniques actualisées, qui mettent les questions qui prévalent dans leur contexte, les armant ainsi avec des informations qui aideront à leurs discussions et le développement des mécanismes pour une collaboration intersectorielle dans les politiques et la mise en œuvre des programmes.

### **1.2 Objectifs de l'atelier**

Les objectifs généraux de l'atelier sont les suivants:

**Objectif 1:** Construire les capacités des participants à l'atelier pour une formulation des politiques et une mise en exécution des programmes plus efficaces en augmentant leur sensibilisation sur le lien étroit entre les changements des populations des régimes diététiques alimentaires comme un résultat des changements des disponibilités alimentaires, de l'augmentation des taux de prévalence des déficiences nutritionnelles et des maladies chroniques diététiques rattachées.

**Objectif 2:** Convaincre les participants du besoin de re-évaluer les politiques relatives à l'alimentation et à la nutrition, harmoniser de telles politiques et développer des stratégies intersectorielles pour efficacement lutter contre la forte prévalence de la malnutrition en micronutriments et des maladies diététiques chroniques rattachées à travers des partenariats de collaboration dans la mise en œuvre des programmes alimentaires et de nutrition.





### 1.3 Résultats Attendus

En se basant sur ces objectifs généraux, les résultats suivants ont été attendus:

- Une collaboration est initiée entre les décideurs politiques et responsables des secteurs agricoles, de santé/ nutrition.
- Des mécanismes pour des collaborations intersectorielles sont définis
- Des contraintes aux collaborations sont identifiées et des solutions proposées
- Un groupe de travail intersectoriel (coalition des participants de l'atelier) est mis en place pour développer et assurer la durabilité des activités de collaboration
- Une stratégie et un plan d'action conjoints pour plaider des changements positifs dans les régimes alimentaires des groupes de populations en Afrique de l'Ouest sont développés.

### 1.4 Niveau de Participation

La prémisses fondamentale de l'atelier a été celle d'être une rencontre de soubassement pour les décideurs de premier rang des secteurs de l'agriculture, de la santé, de l'éducation, de la nutrition, de la recherche, du privé et des organisations internationales. L'intention originelle a été d'inviter quatre participants de chacun des quinze pays des Etats membres de la CEDEAO. Cependant, à cause des coûts prohibitifs, la décision stratégique a été de focaliser sur les décideurs clés des secteurs de l'agriculture et de la santé, avec des perspectives du secteur privé fournies par les représentants de la communauté des chercheurs et des associations des paysans, des consommateurs et des transformateurs des produits alimentaires. Au total, 43 représentants des institutions et organisations nationales, régionales et internationales ont participé à l'atelier. Onze sur les quinze pays membres de la CEDEAO étaient représentés et sept pays ont eu des représentants à la fois des secteurs publics de santé et de l'agriculture. La représentation de la Gambie venait d'un cadre qui coïncide avec le plan originel des organisateurs qui était d'avoir des représentants nationaux de l'agriculture, de la santé, de l'éducation, de la nutrition et le secteur privé comme elle a eu quatre représentants de l'agriculture, de la santé, du secteur privé et un point focal national pour la nutrition. Les points focaux nationaux pour la nutrition sont considérés comme des "soldats à pieds" qui sont espérés d'opérer de la base au sommet pour assurer la durabilité des activités de collaboration identifiées. A cause du financement limité, seuls quatre points focaux nationaux pour la nutrition ont participé à l'atelier. Le secteur privé était représenté par le président de l'association des consommateurs de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) et par le président de l'Association Nationale des Transformateurs Alimentaires de Petite Echelle de la Gambie. La communauté pour la recherche agricole et alimentaire régionale était représentée par les chercheurs du Sénégal et du Burkina Faso.

En plus de ceux-là et des institutions organisatrices, d'autres partenaires ont activement participé à l'atelier. Ceux-ci comprennent l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI), l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), Helen Keller International (HKI), l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), le Conseil d'Administration de l'Agriculture de la CEDEAO, le Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI) qui a co-financé l'atelier avec l'Agence Canadienne pour le Développement International (ACDI).

**Voir annexe 2 pour les détails sur la liste des participants**





## 2.0 Ouverture

L'atelier a été ouvert par le Commissionnaire du Département pour le Développement Rural, les Ressources Naturelles et l'Environnement de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), Mr. Ismaïl K. Binguitcha-Faré. Il a souhaité la bienvenue aux participants et mis l'accent sur le fait que la pertinence de la rencontre pourrait ne pas être trop mise en valeur comme il est évident que l'excès de nutrition affecte certains groupes dans les zones urbaines en raison des activités de style de vie et de sédentarisation pendant que des populations dans les zones rurales vivent les effets de la sous-nutrition et de la malnutrition. Il a indiqué que la politique agricole de l'UEMOA, qui couvre plusieurs programmes agricoles, vise à contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire. L'Union est donc en train de travailler ensemble avec la FAO pour améliorer la sécurité alimentaire à travers l'utilisation des aliments locaux et aussi collabore activement avec l'OOAS dans leurs programmes d'activités nutritionnelles particulièrement dans le domaine de l'enrichissement alimentaire à travers la fortification.

Dans ses notes d'ouverture, la Directrice du Contrôle des Soins de Santé Primaires et des Maladies de l'OOAS, Dr Johanna Austin-Benjamin, qui représentait le Directeur Général de l'OOAS, a fait remarquer que l'atelier est un accomplissement de l'une des recommandations adoptées en 2006 au Forum sur la nutrition de la CEDEAO, tenu au Cap Vert, dans lequel l'OOAS était mandaté pour engager des collaborations intersectorielles pour renforcer les activités de la nutrition. Cette initiative avec Bioversity est donc de renforcer les efforts qui sont en train d'être faits pour assurer une nutrition et une santé adéquates à travers l'ajout de valeur aux aliments localement produits en supportant au même moment la synergie nécessitée par les organisations.

Le Représentant par intérim de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) au Burkina Faso, Mr. Jérôme Kasongo, au nom du Directeur Régional pour l'Afrique, Dr Edouard K. Tapsoba, a regretté le fait que dix ans après que les Chefs d'Etat se sont engagés eux-mêmes au Sommet Mondial sur l'Alimentation pour la réduction de la famine et de la nutrition, l'ampleur du problème reste toujours immense. Il a réitéré que c'est la conviction de la FAO qu'avec une meilleure compréhension, les partenaires peuvent accélérer les résultats des programmes de nutrition en trouvant des rôles plus appropriés à jouer. Il a conclu que la FAO a un grand intérêt dans les recommandations et les plans d'action qui seront adoptés à la fin de l'atelier et continuera à offrir ses expertises techniques.

Dans ses remarques d'ouverture, le Directeur Général de Bioversity, Dr Emile Frison a souligné que l'atelier était le début des grandes dynamiques dans la sous-région et que la complémentarité avec la FAO était un aspect important de la collaboration de Bioversity International/FAO.

### 2.1 Discours - programme

Dr Frison a délivré son allocution sur le thème "Biodiversité Agricole pour une meilleure Nutrition et Santé en Afrique de l'Ouest: Impératives Globales et Opportunités". En utilisant le premier Objectif de Développement du Millénaire (ODM) - "Eradiquer les extrêmes pauvreté et famine" - comme son thème, il a indiqué que la focalisation des programmes de réduction de la pauvreté a tendance de s'adresser seulement aux cibles de pauvreté - revenu mises en place par les ODM. Il a



réitéré que pendant que la plupart des pays sont à pieds d'œuvre pour satisfaire la cible de pauvreté - revenu, seulement 34 des 143 pays (24%) dont deux pays de la région de la CEDEAO (Bénin, La Gambie) sont à pieds d'œuvre pour atteindre les objectifs de la famine. En se référant au Rapport de la Banque Mondiale 2006 : "Repositionnement de la Nutrition comme Centrale au Développement: Une Stratégie d'Action de Grande Echelle", Dr Frison a indiqué que s'investir dans la nutrition sauve des milliards de coûts sanitaires, améliore la productivité, réduit la pauvreté, et améliore l'éducation. Il a déclaré qu'il y a un consensus grandissant que la biodiversité agricole peut améliorer la nutrition et la santé à travers des régimes diversifiés, basés sur les cultures vivrières traditionnelles et localement adaptées et sur les espèces animales. Cependant pour y parvenir, une approche multidisciplinaire et multisectorielle est nécessaire. Le défi est de lier la sécurité alimentaire, une bonne nutrition et une bonne santé aux politiques et pratiques agricoles durables. Les décideurs politiques ont une opportunité pour exploiter les contributions potentielles de la biodiversité agricole pour améliorer la nutrition à travers une collaboration accrue entre les secteurs de l'agriculture et de santé.

Au cours des discussions qui ont suivi, les participants ont reconnu le besoin de moderniser et d'accroître la disponibilité des aliments traditionnels à travers (1) une amélioration de la transformation pour satisfaire la demande urbaine, (2) une révision et une actualisation des politiques et régulations qui entravent la production et la disponibilité des aliments traditionnels dans plusieurs Etats membres, (3) une utilisation des médias dans les programmes d'information du public pour sensibiliser la population aux bénéfices de la consommation des aliments traditionnels, (4) une mise en place des mécanismes pour des partenariats de collaboration multisectorielle au niveaux national, régional et international et (5) un développement de la recherche agronomique qui pourrait renforcer la production et la disponibilité de la diversité des aliments locaux et traditionnels dans la sous – région.

## 2.2 Contexte de l'atelier, Objectifs et Résultats Attendus

### Dr Ismael Thiam, OOAS

En utilisant les classements des Nations Unies pour illustrer le paradoxe de la situation nutritionnelle en Afrique de l'Ouest, Dr Thiam a noté que la transition nutritionnelle se produit actuellement dans les pays de la CEDEAO ensemble avec les processus de développement économique, d'industrialisation et d'urbanisation croissante. Il a présenté des données pour montrer que les pays n'ont plus juste un problème de sous-nutrition mais que l'obésité est grimpante chez les adultes, débouchant sur le paradoxe de développement économique qui est en train de prendre place en tandem avec ces deux formes de malnutrition. Dr Thiam a lancé un appel à un changement de paradigme et de politique pour adresser les défis identifiés. Dans ce contexte, il a noté qu'il était ainsi temps de convoquer l'atelier et de présenter ainsi aux participants les objectifs et les résultats attendus de l'atelier (comme ci-dessus listé).

## 3.0 Résumés des Notes Techniques de Présentations

Les présentations au cours de cette session étaient utilisées pour donner aux participants des informations techniques pertinentes de base en rapport avec les domaines relatifs qui pourraient aider à construire les capacités des participants à l'atelier pour une formulation de politique et d'exécution de programme efficaces. Ci après se trouvent les résumés des présentations.



Les détails de chaque présentation sont en annexe 6.

### ***3.1 Aliments Locaux et Traditionnels d'Afrique de l'Ouest – Ressources de Front contre la Malnutrition et les Maladies Diététiques Chroniques Associées***

**Dr Francisca Smith, Bioversity International**

Dr Smith a présenté des données disponibles de recherche pour supporter l'idée que les aliments locaux et traditionnels ont besoin d'être employés comme des ressources de front contre la malnutrition et les maladies chroniques alimentaires rattachées. Elle a donné des exemples d'une gamme variée d'aliments locaux et traditionnels allant des racines tubercules, d'amidon de base, de céréales, de fruit légumes aux épices, que l'Afrique de l'Ouest abonde et qui ont d'immenses valeurs nutritionnelles. Les exemples donnés démontrent que les composés bioactifs que contiennent les légumineuses, fruits, légumes et épices locaux et traditionnels protègent la santé et réduisent les risques de maladies chroniques.

### ***3.2 Sécurité Alimentaire et Bien-être Durable: un pré-requis pour l'amélioration de la Nutrition et l'atteinte des Objectifs de Développement du Millénium***

**Dr Florence Egal, FAO/Rome**

Dr Egal a indiqué que les principaux déterminants de la malnutrition sont démographiques, économiques et écologiques. La malnutrition en Afrique de l'Ouest est liée au changement de styles de vie et de régimes alimentaires. Le cercle vicieux de la malnutrition, de la pauvreté et de la dégradation des ressources naturelles a besoin d'être transformé en un cercle virtuel de régime alimentaire amélioré, de sécurité alimentaire et de gestion durable des ressources naturelles. Elle a présenté les grandes lignes de certaines des stratégies qui assureront des liens meilleurs entre l'agriculture et la santé pour une bonne nutrition et le rôle du secteur de l'alimentation et de l'agriculture dans l'éradication de la malnutrition.

### ***3.3 Actualisation des Programmes et Activités de Recherche Agronomique et de Transformation sur les Aliments Traditionnels***

**Pr Amadou Tidiane GUIRO, Université Cheikh Anta Diop, Dakar, Sénégal**

A partir d'une revue et d'une analyse des résultats de recherche publiés dans des journaux à comité de lecture, Dr Guiro a rapporté que très peu de travaux de recherche ont été effectués sur les liens entre les aliments de consommation traditionnels, une nutrition et une santé améliorée. Pour la plupart des rapports de la littérature publiée, beaucoup plus d'accents ont été mis sur la malnutrition des enfants et les formulations idéales des aliments complémentaires. Dr Guiro a aussi observé que le travail sur les caractéristiques de la nutrition et de la santé des aliments locaux et traditionnels de la sous-région est très limité et a lancé un appel pour plus de fonds de recherche pour rendre possible l'analyse compositionnelle de ces aliments et le développement des tables de composition alimentaire régionale.

### ***3.4 Revue des Politiques Alimentaires et Nutritionnelles associées à l'Agriculture et la Santé dans les Etats Membres de la CEDEAO – Le rôle du Plaidoyer dans la réalisation des changements de politiques***

**Dr Raymond Vodouhe, Bioversity International**

Dr Vodouhe a énuméré les stratégies qui ont été développées dans les années passées pour s'adresser à l'insécurité alimentaire dans la sous-région mais a regretté que les nations n'aient pas été capables de traduire les engagements régionaux et





internationaux dans des actions concrètes. Cette situation, selon Dr Vodouhe, est due à un niveau faible ou à un manque de support requis à la recherche pour en faire une recherche plus compétitive, et le manque d'un forum institutionnel de dialogue et de consultation entre les acteurs variés pour un meilleur développement des ressources locales dans la lutte contre la malnutrition et les maladies chroniques diététiques rattachées. Il a suggéré des stratégies d'amélioration de cette situation.

## 4.0 Préliminaires aux Présentations

Les sessions des groupes de travail qui ont eu lieu le deuxième jour de l'atelier (voir agenda de l'atelier, annexe 3) ont été précédé par deux présentations contextuelles visant à stimuler les idées sur comment mieux travailler ensemble. Les présentations ont conduit à une discussion plénière dont les principaux thèmes sont rapportés dans la section 5.2.

### 4.1 Relations Agriculture - Santé

**Marie T. Ruel, IFPRI**

Dr Ruel a attiré l'attention des participants sur le fait que les décideurs politiques font face à de nouveaux défis tels que la globalisation, l'urbanisation, la forte demande pour une chaîne alimentaire plus longue, et les changements de marchés. Ainsi, en reconnaissant que les relations entre l'agriculture et la santé sont vitales, qu'elles sont dynamiques et complexes, et il y a des défis institutionnels significatifs qui souvent conduisent à une compétition plutôt qu'à une collaboration, coordination et intégration. Des difficultés de suivi et d'évaluation des politiques intersectorielles existent et il est aussi important de reconnaître qu'on est besoin de convaincre les décideurs politiques, pratiquants, et les donateurs de travailler ensemble. Elle considère qu'il y a un défi clé pour l'intégration des politiques et activités intersectorielles.

### 4.2 Travailler ensemble pour lutter contre toutes formes de malnutrition

**Dr Florence EGAL, FAO/Représentant SCN**

En utilisant le Comité Permanent de la Nutrition (SCN) du Système des Nations Unies comme une institution qui opère et favorise le concept de travailler ensemble, Dr Egal a réitéré que la mission de la SCN est de promouvoir la coopération et la collaboration au sein des agences des Nations Unies et les organisations partenaires dans leur support aux efforts nationaux, régionaux et internationaux d'éliminer toutes les formes de malnutrition.

## 5.0 Sessions des Groupes de Travail

Trois groupes de travail parallèles ont été constitués et se sont vus attribuer les tâches énumérées en dessous à réaliser. Deux groupes ont été formés à partir des pays francophones et le troisième groupe comprenait les participants des pays anglophones.

### Activités des sessions

1. Analyse de la collaboration sectorielle agriculture/santé au sein de vos pays, indiquer les forces, faiblesses, opportunités, menaces possibles (SWOT) pour une telle collaboration
2. En utilisant l'analyse SWOT, développer des plans d'action pour l'exécution de la (des) stratégie(s) plaidoyer au sein des Etats membres de la CEDEAO





3. Identifier les questions clés qui ont besoin d'être adressées à travers le plaidoyer au niveau régional

### **5.1 Analyse de la collaboration sectorielle Agriculture/Santé, ses forces, faiblesses, opportunités et menaces possibles**

Dans leur analyse de la collaboration sectorielle agriculture/santé, les participants ont reconnu que les pays au sein de la région de la CEDEAO sont à différents niveaux d'un tel processus de collaboration. A partir des discussions de groupe, il a été évident que certains pays comme le Ghana, le Sénégal et le Nigeria ont beaucoup plus clairement défini les domaines de collaboration et de longues relations de collaborations existent entre l'agriculture, la santé et, dans certains cas, l'éducation. Dans d'autres pays, les collaborations sont moins clairement définies, détachées et ad hoc de nature. Cependant les discussions ont révélé de nombreuses collaborations intersectorielles précédentes et actuelles entre l'agriculture et la santé. Celles-ci incluent des plans d'action nationaux pour la nutrition, des programmes nationaux pour la sécurité alimentaire, les programmes de santé scolaires qui dans la plupart des pays sont basés dans les ministères d'éducation, des programmes de nutrition communautaire, des programmes de sensibilisation publique contre VIH/SIDA en particulier, et aussi bien des programmes nationaux sur la fortification alimentaire. Les dispositions de collaborations existantes et fonctionnelles communes à la plupart des pays participants sont présentées dans la Section 5.2.

En ce qui concerne les forces, faiblesses, opportunités et menaces aux partenariats actuels, malgré les différences d'échelle dans de tels partenariats entre pays, les participants ont exprimé des idées similaires sur les forces du partenariat actuel, les opportunités créées de tels partenariats et les facteurs qui menacent les partenariats actuels. La question des faiblesses des partenariats existants a généré plus de débats et d'idées. Comme articulé par l'un des participants, à cause du fait que le nombre de partenariats est de nature ad hoc, il n'y a pas de règles claires d'association entre les secteurs collaborant; c'est la lenteur dans le développement des processus et des guides, et aucun système n'est d'habitude mis en place pour assurer la continuité des comités de pilotage intersectoriels nouvellement formés. Les résumés des discussions sur les forces, faiblesses, opportunités et menaces aux partenariats actuels sont présentés dans les Sections 5.3 à 5.6.

### **5.2 Dispositifs actuels de collaboration Intersectorielle**

Les participants ont au prime abord identifié les comités de collaboration et ont ensuite établi les tâches pour aborder les domaines et questions spécifiques relatifs aux différents pays. Ils ont évoqué les différentes raisons pour la formation de ces comités comme suit :

- Des comités de collaboration ont été formés en réponse aux recommandations adoptées aux fora internationaux de lutte contre la grippe aviaire et autres maladies zoonotiques telles que l'Anthrax et la Trypanosomiase.
- Quelques comités de collaboration ont été établis en réponse aux initiatives des Chefs d'Etats Africains pour améliorer le statut nutritionnel des écoliers, à travers des programmes d'alimentation scolaire (Home Grown School Feeding Programmes) au Ghana et au Nigeria, ou des initiatives globales pour aborder les besoins de déficience en micronutriments spécifiques à travers les



programmes d'alliance nationale de fortification alimentaire au Ghana, au Nigeria et en Cote d'Ivoire.

- D'autres partenariats ont été formés en réponse à la nature du profil élevé de la question posée et qui demande une approche intersectorielle telle que l'éradication du Paludisme et du Vers de Guinée et la lutte contre les épidémies de Choléra et du VIH/SIDA. Les collaborations intersectorielles pour les programmes VIH/SIDA sont cependant rudimentaires en nature et n'ont pas été formalisées dans plusieurs pays.

L'identification de ces comités et la discussion de leur performance par les groupes ont constitué la base pour l'analyse SWOT qui suit.

### **5.3 Forces des Partenariats Existants**

Les groupes ont identifié les facteurs qui ont aidé à renforcer les partenariats existants qui comprennent :

- **Volonté Politique:** Plusieurs pays ont montré un engagement aux partenariats en instituant des comités et des commissions en réponse aux engagements faits lors des fora internationaux. Ceci est remarquable par la mise en place des divers comités pour aborder les programmes identifiés dans la section 5.1.
- **Constitution des pools de ressources humaines :** A la fois les capacités humaines et compétences dans les divers secteurs sont maximisées, qui permet des consultations et résulte dans l'harmonisation des objectifs de programme, la synergie des programmes, et le partage d'information entre les divers secteurs. Cette constitution permet aussi l'établissement d'un consensus au niveau des programmes comme trouvé pour le Programme d'Alliance pour la Fortification Alimentaire qui est en train d'être exécuté dans certains pays dans la région. Les partenariats intersectoriels ont encouragé la participation des Organisations Non Gouvernementales (ONG) dans l'exécution des programmes au niveau communautaire, maximisant ainsi les bénéfices des programmes gouvernementaux aux communautés.
- **Intégration de la nutrition dans les programmes existants:** Le partenariat a permis à l'éducation nutritionnelle et l'utilisation des aliments locaux d'être intégrées dans les programmes d'alimentation scolaire. Ils ont toutefois reconnu qu'il y a un besoin d'adapter les aliments aux habitudes alimentaires locales dans ce programme particulier.
- **Engagement Communautaire:** Les communautés sont plus engagées dans les programmes à base communautaire quand l'approche à de tels programmes est multisectorielle et intégrée par opposition aux agences d'approches simples.

### **5.4 Faiblesses des Partenariats Existants**

Les groupes ont identifié les faiblesses suivantes aux partenariats existants qu'ils ont eu à identifier auparavant :

- **Conflit de leadership:** Les participants ont reconnu qu'un leadership solide est essentiel pour une continuité des partenariats. Dans plusieurs cas



cependant les agences dirigeantes préfèrent revendiquer la propriété des programmes, ce qui résulte en un manque d'intérêt des partenaires collaborateurs particulièrement quand leurs rôles ne sont pas clairement définis.

- **Manque de mécanisme de financement commun de support à la collaboration:** Bien que des partenariats existent au sein des pays, des collaborations ont été entravées par une sur-dépendance sur l'agence d'initiation pour le leadership et le financement. Les participants ont noté que les agences dirigeantes identifiées sont souvent assez espérées pour donner un support financier et logistique pour les rencontres des comités de pilotage et quand ceci n'est pas disponible à cause des contraintes financières des agences dirigeantes, les partenariats s'écroulent.
- **Procédures contraignantes de décaissement des donateurs:** Les participants ont noté que les donateurs ont différents systèmes de décaissement et de comptabilité pour les fonds fournis. Aussi, les donateurs spécifient souvent que les programmes et activités pour lesquels de tels fonds sont alloués peuvent être utilisés, ce qui rend la programmation intersectorielle difficile. Les programmes de santé et de nutrition, et les programmes nationaux de sécurité alimentaire ont été cités comme des exemples. Les agences tendent donc d'opter pour des programmes sectoriels uniques avec des donateurs de fonds qui plus les profitent.
- **Représentation inappropriée des Comités de Pilotage:** Les représentants sectoriels dans nombreux des comités de pilotage établis ne sont pas souvent l'idéal et appropriés. Les jeunes professionnels qui n'ont pas de connaissances et de compétences appropriées, et aussi bien l'autorité qui doit prendre les décisions importantes sont assez souvent délégués pour de telles rencontres des comités de pilotage. Certains participants ont rapporté que la représentation étant non permanente dans les rencontres du comité de pilotage et donc dépendante de qui est disponible, les différents professionnels représentent leurs agences aux différentes rencontres sans une connaissance préalable de quelles discussions ont été tenues au cours des rencontres précédentes. De telles situations conduisent souvent à un manque de progrès dans l'exécution des programmes et activités multisectoriels.
- **Problème avec les donateurs et partenaires:** Les participants ont aussi noté des agendas conflictuels et cachés, et le manque de transparence entre les agences donatrices et partenaires comme l'une des faiblesses des partenariats. Il y a eu aussi beaucoup de points de vue exprimés sur la perte de centres d'intérêts des donateurs et aussi bien de changements d'intérêts ; tous ceux-ci ont été identifiés comme importants au sein des facteurs qui affaiblissent les partenariats existants.
- **Suivi inadéquat et mise en application faible des réglementations:** En se référant par exemple au Plan d'Action National de la Nutrition développé par les pays membres, les participants ont cité le suivi inadéquat comme l'une des faiblesses au partenariat intersectoriel. Certains partenaires sectoriels nationaux ne reconnaissent pas le suivi comme une activité centrale au sein de certaines stratégies d'exécution des programmes.





### 5.5 Opportunités fournies par les Partenariats Intersectoriels

Les participants ont noté que les partenariats multisectoriels ont créé des opportunités pour le financement des stratégies et programmes nationaux.

- **Engagement politique:** Les partenariats intersectoriels sollicitent un engagement politique élevé des gouvernements. Les Initiatives Présidentielles Spéciales qui ont été instituées au Ghana pour supporter certaines régions telles que la production et la transformation de manioc et l'exploitation minière et la transformation du sel parmi tant d'autres, constituent un exemple de ce genre.
- **Stimulation des engagements internationaux:** Les participants ont observé que les collaborations intersectorielles poussent les gouvernements nationaux à faire des efforts concertés pour honorer et satisfaire les engagements signés tels que ceux relatifs aux programmes de réduction de la pauvreté, aussi bien que ceux qui comportent la satisfaction des objectifs d'alimentation, de nutrition et de santé appartenant aux Objectifs de Développement du Millénaire (ODM).
- **Support des initiatives par le NEPAD:** Les participants ont noté que les initiatives impliquant les partenariats multisectoriels ont une bonne chance d'avoir du support du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD). Les programmes naissants de cantine scolaire dans des pays qui utilisent les ressources alimentaires locales et qui sont en train de remplacer les cantines scolaires WFP est un exemple d'une telle initiative de NEPAD.
- **Engagement actif des partenaires internationaux:** Les participants sont tombés d'accord que les partenaires internationaux sont probablement plus enclins à s'engager dans le support des initiatives et programmes nationaux lorsque ces initiatives et programmes impliquent des groupes multisectoriels et multidisciplinaires.
- **Saisie des opportunités de financement disponible des donateurs:** Les participants sont d'accord que c'est plus facile d'avoir les financements des donateurs pour des projets et programmes multisectoriels parce que de tels projets ou programmes font usage des avantages comparatifs de chaque partenaire, et les donateurs tendent de manière croissante vers les partenariats dans le développement et l'exécution des programmes.

### 5.6 Menaces aux Partenariats Intersectoriels dans la Sous - Région

Les participants ont listé les menaces possibles au partenariat intersectoriel dans la région. Ces menaces comprennent:

- Financement limité des programmes intersectoriels par les gouvernements et donateurs
- Système de gouvernance faible dans certains pays
- Opportunités limitées pour le développement des ressources humaines
- Perte de centres d'intérêts des donateurs et changements d'intérêts
- Désengagement à mi-parcours de certains donateurs et partenaires
- Conflits internes, catastrophes naturelles
- Fuite des cerveaux des professionnels qualifiés des institutions du secteur public gouvernemental





## 6.0 Développement des plans d'action et recommandations

### 6.1 Discussions en Plénière sur les Présentations et Résultats Clés

Dans les discussions qui ont suivi les présentations, les participants ont en masse apprécié l'opportunité que l'atelier a présentée pour les professionnels issus de différents secteurs publics et privés de se rencontrer, de discuter et d'échanger des idées et opinions. Ils ont reconnu le rôle clé que la nutrition devrait jouer en reliant l'agriculture et la santé, mais ont recommandé que les autres secteurs de développement tels que la finance et le commerce doivent être impliqués. Ils ont confirmé qu'il est généralement admis que les aliments traditionnels sont plus sains mais ils ont noté que les aliments locaux sont devenus maintenant plus chers que les aliments introduits dans les systèmes contemporains alimentaires. En réponse à cette situation, Dr Smith a indiqué cela était une question de l'offre et de la demande. En effet, parce que la production est faible, l'offre et la disponibilité de ces aliments, quand ils sont disponibles, les producteurs ou bien souvent, la plupart des intermédiaires augmentent les prix en réponse à une demande croissante de ces aliments. D'autres domaines couverts par les discussions en plénière comportent :

**Disponibilité des données sur les compositions alimentaires:** Les participants ont noté qu'il semble exister des rapports de recherche contradictoires sur la valeur de ces aliments. L'utilisation de l'huile de palme était un cas pointé du doigt. Certains participants ont noté que l'huile de palme était une fois considérée comme une source de cholestérol et d'acides gras saturés et ainsi était utilisée rarement ou évitée dans la préparation alimentaire. De nos jours, l'huile de palme est promue comme une source très riche de bêta carotène et une bonne ressource au regard de la déficience en vitamine A. Une telle information contradictoire conduit le grand public à une confusion. Le manque de clarté de l'information de santé sur les aliments traditionnels était reconnu, mais il était noté que la diminution dans la consommation des aliments locaux (condiments et épices en particulier), qui sont bien connus comme fournisseurs de micronutriments et composés bioactifs protecteurs de la santé. Il est largement admis que cette diminution dans la consommation des aliments locaux a des effets d'appoint sur les incidences des maladies chroniques à taux élevé de cholestérol.

**Partage de l'information:** Les participants ont noté qu'il n'était suffisant d'obtenir l'information de recherche sur les aliments en question, la dissémination de telle information aux populations à grande échelle est un instrument également important dans la lutte contre la malnutrition et les maladies diététiques y afférentes. Ils ont indiqué qu'il est nécessaire d'explorer les voies de partage des connaissances en nutrition en utilisant les groupes multidisciplinaires, spécialement les enseignants et les services de vulgarisation agricole. Pour faciliter les avancées dans l'échange des idées, des données sur les aliments sains et suggestions pour leurs utilisations doivent être fournies et employées dans la dissémination de l'information nutritionnelle. Les participants ont recommandé avec insistance qu'il y ait d'informations sur la composition des aliments locaux et traditionnels à rendre disponibles et à disséminer convenablement dans un langage simple et facilement compréhensible comme une part d'une information et d'un paquet de sensibilisation du public. Ils ont spécifiquement demandé que la FAO travaille avec d'autres agences et institutions de recherche dans la sous-région pour qu'une telle information soit plus largement disponible.



**Financement et centre d'intérêt de la recherche:** Comme illustré par le rapport du Dr Guiro, très peu de recherches ont été effectuées sur les relations entre la consommation des aliments traditionnels, une amélioration de la nutrition et de la santé. Les participants ont fait une forte allégation pour les financements à rendre disponibles par les gouvernements et le secteur privé pour tous les aspects de la recherche sur les aliments locaux et traditionnels de la sous-région. Des participants sont portés à croire qu'il y a un corpus significatif d'information actuellement disponible qui a besoin d'être collationné et pourrait constituer un bon point de départ dans l'identification des gaps existants dans la connaissance et domaines qui exigent une attention immédiate. Il est recommandé que la quête pour les données disponibles ne doit pas être seulement restreinte aux journaux à comité de lecture, mais devrait inclure les informations des rapports de recherche fiables non publiés et d'autres littératures grises. Les participants ont aussi noté la duplication de la recherche agricole par divers instituts de recherche en perdant ainsi des ressources et personnel ; en conséquence, ils ont exprimé le besoin de mise en place d'une stratégie régionale pour la recherche sur ces aliments. Le besoin d'inventorier ces aliments et de cartographier leur disponibilité a été discuté. Les participants ont pensé que la satisfaction de ces besoins aidera dans la conception des programmes d'éducation / de sensibilisation du public qui prennent en considération les localités et la disponibilité saisonnière de ces aliments.

**Plaidoyer:** Les participants ont suggéré que le plaidoyer soit conduit à la fois aux niveaux régional et national, ciblant les institutions régionales et les organisations au niveau pays au-delà de l'agriculture et de la santé. Des participants ont noté l'absence des représentants des Ministères des Finances et de la Planification, et aussi bien du Commerce. La participation du secteur de finance, ils ont observé, est vitale parce qu'il (le Secteur de Finance) détermine les ressources allouées à chaque secteur pour les activités de programme. Les participants ont aussi délibéré sur le besoin d'identifier des champions dans d'autres secteurs qui s'identifient fortement avec le besoin de la collaboration intersectorielle, d'établir des alliances et de maintenir les communications intersectorielles.

**Collaboration intersectorielle:** La collaboration des secteurs de l'agriculture et de la santé étant le thème principal de l'atelier, Dr Ruel s'est demandée pourquoi il n'y avait pas eu de représentation de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) à cet atelier. La question a suscité un débat sur le manque général de collaboration entre les agences et organisations internationales qui selon les participants, encouragent la perte de ressources et la fragmentation des activités de programme. Les participants ont eu le sentiment qu'il était essentiel d'examiner de manière critique les raisons à ce manque général de collaboration entre secteurs. Ils ont été cependant rappelés que leur présence et leur participation à cet atelier était en elles – mêmes une expérience de rupture de fond et il était espéré que l'atelier et ses résultats encouragent d'étroites attaches et collaborations entre les secteurs et organisations aux niveaux national, régional et international.

**Le rôle des pratiques culturelles et des traditions:** Des participants ont noté qu'un nombre important d'aliments locaux et traditionnels riches en nutriments ne sont pas consommés par les populations à risque (femmes en état de grossesse et enfants) à cause des croyances et pratiques culturelles. Ils ont énuméré plusieurs pratiques culturelles et tabous qui empêchent la consommation de certains aliments



traditionnels et suggéré des campagnes de sensibilisation plus agressives du public pour neutraliser de telles pratiques négatives.

**Nouvelles formes d'aliments et techniques de transformation:** Le besoin d'avoir ces aliments locaux et traditionnels dans des formes faciles et moins consommatrices en temps de préparation a été largement discuté. Les participants ont exprimé le besoin d'améliorer la qualité et la compétitivité des aliments traditionnels à travers la transformation en des formes alimentaires variées. Ce qui pourrait impliquer le développement de nouvelles technologies et des améliorations des techniques de transformation traditionnelles qui assurent une réduction significative du temps requis pour la préparation culinaire.

### **6.2 Plan d'Action Post-Atelier au niveau des pays**

A partir de l'analyse SWOT, les participants ont développé des plans d'action pour la mise en œuvre de plaidoyer aux niveaux national et régional.

- Provision d'informations nécessaires sur les domaines des ministres
- Distribution du rapport de l'atelier OOAS/ Bioersivity International aux domaines des Ministres des pays qui ont participé à l'atelier
- Mise en place / Réactivation du Comité National de Pilotage pour une collaboration intersectorielle
- Convoquer une rencontre / un atelier des acteurs nationaux comprenant Agriculture, Santé, Education, Finance, Agences des Nations Unies, Environnement, secteur Privé, ONG, Instituts de recherche, Media
- Etablir un sous-comité national technique
- Développer un plan d'action détaillé qui pourrait impliquer:
  - Développement des outils de Plaidoyer
  - Cartographie de la distribution des aliments locaux/traditionnels disponibles
  - Développement d'un plan stratégique et d'un programme pour la promotion de l'utilisation des aliments locaux traditionnels dans le pays
  - Entreprendre l'IEC à travers tout le pays sur les bénéfices de ces aliments locaux/traditionnels
  - Suivi et Evaluation des programmes qui ont été mis en place

### **6.3 Plan d'Action Post-Atelier du Plaidoyer au Niveau Régional**

- Faire circuler le rapport de l'atelier OOAS/Bioersivity International à tous les Ministres de l'Agriculture et de la Santé des pays membres de la CEDEAO.
- Convoquer une rencontre ministériel impliquant l'agriculture, l'environnement, la santé et la finance
- Plaider pour l'inclusion des discussions sur le partenariat intersectoriel dans les points de l'agenda des rencontres des Chefs d'Etat de la CEDEAO
- Influencer les agendas des fora régionaux et internationaux sur la santé et l'agriculture
- Plaider pour le financement des recherches pour améliorer la production et la transformation des aliments traditionnels par les organisations gouvernementales et privées régionales
- Plaider pour le développement et une large dissémination des bases de données des bénéfices de santé sur les aliments locaux/traditionnels





Pour les activités du plaidoyer au niveau régional, les organisations suivantes ont été identifiées comme cibles pour le plaidoyer :

- L'Union Africaine (UA)
- Banque de Développement Agricole (ADB)
- Banque Mondiale (BM)
- Fabricants de Produits Manufacturiers Alimentaires
- Associations Régionales des Consommateurs
- Associations Régionales des Paysans
- Bureaux Régionaux des organisations internationales

#### **6.4 Recommandations d'Actions des Participants**

Les participants ont aussi recommandé les actions suivantes aux représentants nationaux à cet atelier pour pouvoir maintenir la vitesse acquise au niveau de la collaboration mise en place à travers des activités de l'atelier, et pour assurer que de telles activités du partenariat sont soutenues :

- Instaurer les activités de plaidoyer politique et de sensibilisation nationale et régionale ciblant les leaders d'opinion dans les institutions nationales et régionales
- Etendre les partenariats intersectoriels pour inclure l'environnement, le développement rural, la finance, l'éducation, les associations de paysans et consommateurs, les fabricants de produits manufacturiers alimentaires
- Plaider pour l'implication accrue du secteur public et privé dans la recherche portant sur la production, la transformation et la distribution des aliments locaux/traditionnels
- A travers le plaidoyer, augmenter les fonds pour la recherche sur les propriétés nutritionnelles et fonctionnelles de ces aliments, et développer des tables de composition alimentaires sur le plan national.

#### **6.5 Recommandations d'Actions du Consultant**

1. Identifier au sein de chaque pays une personne responsable de tête qui travaillera avec les directeurs pour la mise en oeuvre des activités de suivi.
2. Tous les programmes existants impliquant le partenariat avec d'autres secteurs ont été construits autour des questions spécifiques et constituent ce qui les lie ensemble. Ainsi, l'une des actions clés de suivi serait d'identifier une question clé au sein des pays qui peuvent l'introduire comme tremplin au partenariat.
3. Pour s'assurer que la nutrition devienne un domaine à considérer au moment du développement des programmes dans divers secteurs, il est nécessaire de populariser le concept de "objectif nutritionnel" ("nutrition lens") et l'utiliser pour le plaidoyer sur la biodiversité à tous les niveaux y compris les institutions ayant rapport avec l'agriculture et la santé/nutrition. Une étape clé serait donc d'organiser un atelier sur l'application du concept "objectif nutritionnel" à la fois aux niveaux national et régional.
4. Un petit groupe de travail sous la direction des participants leaders à l'atelier devrait développer un tel plan d'action à considérer par le grand groupe.





## 7.0 Conclusions

### 7.1 Aboutissements

Dr. Pablo Eyzaguirre (Bioversity International) a décrit les deux jours de l'atelier comme très fructueux. Il a réitéré que tant d'informations partagées résultant des activités de l'atelier sont maintenant à la disposition de l'Organisation Ouest Africaine de la Santé, cette dernière (OOAS) doit intensifier les activités de plaidoyer sur le plan régional. Il a souligné qu'il est urgent que les organisations internationales supportent la mise en œuvre des stratégies de plaidoyer national et international développées au cours de l'atelier. Il a aussi informé les participants que les financements ont été fournis par le CRDI pour la production et la distribution du rapport de l'atelier et que les participants recevront des copies le moment venu.

Il a suggéré que les participants identifient au moins 2 ou 3 activités intersectorielles qui ont été discutées au cours de l'atelier et qui pourraient être exécutées au niveau national mais supportées de solides activités régionales de plaidoyer pour pouvoir accélérer la dynamique créée au cours de l'atelier. Dr Eyzaguirre a noté que qu'il y avait des programmes à partir desquels des leçons peuvent être tirées et où les secteurs de santé et d'agriculture sont en collaboration, citant la collaboration sur la grippe aviaire, et aussi bien les Programmes d'Alimentation Scolaires qui animent bien les collaborations intersectorielles dans plusieurs pays de la sous-région.

### 7.2 Cérémonie de Clôture

La cérémonie de clôture de l'atelier a été présidée par Dr Raymond Vodouhe, Coordonnateur de Bioversity International pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Dans ses notes de clôture, Dr Vodouhe a réitéré les questions clés qui ont été soulevées au cours de l'atelier – la situation inquiétante alimentaire, nutritionnelle, et de santé dans les pays de la CEDEAO, la très riche biodiversité qui abonde dans la sous-région, les aliments locaux et traditionnels qui constituent une part importante des systèmes alimentaires, et aussi bien les savoir-faire locaux que les communautés locales utilisent dans la préparation des aliments. Il a aussi noté que bien que la sous-région dispose d'immense expertise dans des secteurs variés relatifs à l'agriculture, l'alimentation, la nutrition et la santé, malheureusement cette expertise n'est pas en train d'être exploitée efficacement et canalisée vers la recherche de solutions communes aux problèmes communs à cette sous-région. Une fragmentation des efforts continue de s'y produire. Pendant qu'il louait les participants sur les recommandations de l'atelier et le développement des stratégies de plaidoyer national et régional visant la promotion de la production et l'utilisation des aliments locaux et traditionnels pour la lutte contre la malnutrition et les maladies diététiques relatives, Dr Vodouhe a rappelé aux participants le besoin de la mise en place ou de la consolidation des collaborations intersectorielles existantes, le renforcement des comités de pilotage existants comprenant les secteurs tels que l'agriculture, la santé, l'éducation, le développement rural et l'environnement, et d'autres secteurs rattachés. Ces comités, selon lui, sont vitaux pour le succès de l'exécution des recommandations et des plans d'action de l'atelier.

Il a aussi loué les participants et les organisateurs de l'atelier sur la qualité des présentations faites, les discussions au cours des différentes sessions couplées avec la pertinence des recommandations et les idées proposées sur les projets de collaboration. Tout ceci, selon lui, a clairement démontré que les objectifs de la



rencontre ont été atteints à la satisfaction des institutions organisatrices - Bioversity International et l'Organisation Ouest Africaine de la Santé.

Il a conclu en exprimant au nom du Directeur Général de Bioversity International, Dr. Emile Frison, la profonde gratitude à l'ACDI, au CRDI, à l'UEMOA, à la GFU pour leur support financier, au secrétariat de la CEDEAO, la FAO, IFPRI, et d'autres partenaires qui ont apporté des supports techniques à l'atelier, et aussi bien au personnel de soutien pour son assistance au cours de l'atelier.

## 8.0 Evaluation

Les actes de l'atelier ont été évalués par usage et adaptation d'un outil développé dans la région par l'OOAS ; cet outil est utilisé dans l'évaluation des participants pour des ateliers de l'organisation. Un questionnaire a été utilisé pour solliciter des informations reliant le niveau de sensibilisation au lien entre l'agriculture, la nutrition et la santé, le degré de conviction sur le besoin des partenariats dans le développement et la mise en œuvre de politique ; et les capacités des participants à articuler les objectifs généraux de l'atelier et les résultats anticipés.

Les vingt et un participants qui ont évalué les actes de l'atelier ont eu des impressions très positives de l'organisation de l'atelier et de son contenu. Les participants ont très apprécié cette opportunité singulière que l'atelier leur a donnée pour délibérer sur les questions troublantes d'alimentation, de nutrition et santé d'intérêt commun avec les collègues d'autres disciplines et secteurs – agriculture, santé, nutrition, chercheurs en agriculture et technologie alimentaire, et aussi bien des représentants des associations de consommateurs et de l'industrie alimentaire. Ils ont trouvé les sessions techniques actualisées et les groupes de travail très instructifs. La présentation des aliments locaux et traditionnels en Afrique de l'Ouest était très bien appréciée puisque la présentation pittoresque vivifiante permettait de se focaliser sur les questions à enjeux. Les participants ont senti cependant que le programme était "très condensé" et ne donnait pas du temps aux discussions interpersonnelles et de réseau.

La nature relativement rapide des exécutions de deux points en des plans d'action post-atelier a permis la supposition que l'atelier a eu des impacts positifs sur la collaboration intersectorielle dans la sous-région. En effet, le Ministère de la Santé de la République du Bénin, en partenariat avec le Ministère de l'Agriculture, a organisé un atelier des Acteurs (30 Octobre – 2 Novembre 2007) visant à développer une stratégie nationale de lutter l'insécurité alimentaire, la malnutrition et les maladies diététiques chroniques relatives. Aussi, en réponse aux recommandations de l'atelier pour des activités de plaidoyer régional, l'Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS) a porté une invitation au Directeur Général de Bioversity International, pour aborder la 8<sup>e</sup> Assemblée des Ministres de la Santé qui a eu lieu les 8 et 9 Novembre 2007 à Bissau, en Guinée Bissau. Bien que les rapports de ces rencontres ne soient pas encore disponibles, ces mises en œuvre très tôt des plans d'action post-atelier recommandées sont très encourageantes.

**Les détails de l'évaluation sont en Annexe 5.**



## Annexes

### **Annexe 1 : Documents de Politiques Clés pour Complément de Lecture**

2nd international workshop on Food-based approaches for a healthy nutrition in West Africa Proceedings: The role of food technologists and nutritionists. Ouagadougou, Burkina Faso, 2003. Available at: <http://www.mpl.ird.fr/fn2ouaga/>

CBD/FAO/IPGRI: Stakeholder Consultation. Cross-cutting initiative on biodiversity for food and nutrition. Rome Italy February 2006. Available at: [http://www.biodiversityinternational.org/Themes/Nutrition/Cross-cutting\\_Initiative/index.asp](http://www.biodiversityinternational.org/Themes/Nutrition/Cross-cutting_Initiative/index.asp)

Egal, F. and Lopriore, C. (2006) Agriculture/Health Collaboration: The Key to Fighting Malnutrition in All Its Forms, *SCN News* ~33 15-17. Available at: <http://www.unsystem.org/scn/publications/SCNNews/scnnews33.pdf>

Food Africa: Improving Food Systems in sub-Saharan Africa: Responding to a Changing Environment (2003). Summary on Food, Nutrition and Health, National Resources Institute. Available at: <http://foodafrica.nri.org/nutrition/nutrition.html>

International Food Policy Research Institute (2004) Assuring Food and Nutrition Security in Africa by 2020. Prioritizing Actions, Strengthening Actors and Facilitating Partnerships. IFPRI 2020 Vision. Proceedings of an All-Africa Conference, Kampala Uganda, April 1-3. Available at: <http://www.ifpri.org/pubs/books/vi24/vi24.pdf>

Kidane, W., Maetz, M. And Dardel, P. (2006) Main Report *Food Security and Agricultural Development in Sub-Saharan Africa: Building a Case for More Public Support* Subregional Office For Southern And East Africa (Harare) Food and Agriculture Organization Of The United Nations (FAO) Available at: <http://www.fao.org/docrep/009/a0627e/a0627e00.htm>

Sahel and West Africa Club/OECD (2005) Food insecurity in West Africa. Why now again? What has been done? What still needs to be done? Issue Paper #1. Available at [www.oecd.org/sah](http://www.oecd.org/sah)

Smith IF, Eyzaguirre PB, Eyog Matig O, Johns T. (2006) Managing biodiversity for food and nutrition security in West Africa: building on indigenous knowledge for more sustainable livelihoods. *SCN News* #33, 22-26. Available at: <http://www.unsystem.org/scn/publications/SCNNews/scnnews33.pdf>

UNICEF/Micronutrient Initiative (2004) Vitamin and Mineral Deficiency: A global damage assessment report. Available at: [www.micronutrient.org/resources/publications/VMD/Report](http://www.micronutrient.org/resources/publications/VMD/Report)

WAHO and CILSS 3-year Action Plan: Integration of Nutrition Indicators in EWS systems. Nov 2006. Unpublished

WAHO Strategic Plan. Control of Vitamin and Mineral Deficiencies in West Africa: [www.whoaas.org](http://www.whoaas.org)





## **Annexe 2: Liste des participants**

Rosanna AGBLE  
Nutrition Consultant  
Accra, Ghana  
Tel: (233) 21 502791  
Cell : (233) 244 633666  
Email: rosagble@yahoo.co.uk  
ragble@hotmail.com

Dr George AMOFAH  
Deputy Director General  
Ghana Health Services  
Private Mail Bag,  
Ghana Health Services, Ministries  
Accra, Ghana  
Tel: + (233) 244 322843  
Email: gamofah@africaonline.com.gh

Dr Laurent A. ASSOGBA  
WAHO focal point  
Directeur National Protection Sanitaire  
Ministère de la Santé  
01 BP 882 Cotonou  
Bénin  
Tél. (229) 21 33 66 79  
Cell : (229) 90 04 55 31  
Fax (229) 21 33 66 79  
Email : laurassog@yahoo  
frllaurassog@yahoo.fr

M. Justin BADOU  
Interpreter  
Cell: (00226) 76 62 53 86  
Email : jbadou@yahoo.com

Didier BALMA  
Directeur de la Recherche Scientifique,  
Institut de l'Environnement et Recherches  
Agricoles (INERA)  
Ouagadougou, Burkina Faso  
Tel : (226) 50 31 50 03  
Email: dbal@fasonet.bf

Dominique S. BAMBARA  
Responsable Programme Aliments  
Direction Nutrition au Ministère de la Santé  
Burkina Faso  
Tel : (226) 50 32 45 53  
Cell: (226) 76 50 88 30  
Email : bambaradominique@yahoo.fr

Dr Mahi BARRY  
Directeur National de la Santé Publique  
s/c Dr Mbalou DIAKHABY  
Conseiller chargé de la Coopération  
WAHO Focal Point  
Ministère de la Santé Publique BP 2489  
Guinea Conakry  
Tel.: (224) 60 21 31 81/ (224) 64 27 35 6  
60/(224) 30 46 33 00  
E-mail: mbaloud@yahoo.fr

Mme Safiétou BARRY  
Interpreter  
Cell. : (00226) 70 21 41 14  
Email: barrysafietou@yahoo.fr

M Gabriel BASSENE  
Directeur de l'Analyse de la Prévision et des  
Statistiques par intérim  
Ministre du Développement Rural et de  
l'Agriculture du Sénégal  
Sacré Cœur III – Pyrotechnie n°137  
Dakar, Senegal  
Tél : (221) 864 64 68/ 864 64 69/ 864 64 70  
Fax : (221) 864 64 71  
Email : gabybassene@yahoo.fr

Kédessa Datcha BOUWASSI  
Directeur de Cabinet  
Ministre de l'Agriculture, l'Elevage et de la  
Pêche  
B.P 385 Lomé, Togo  
Tél : (228) 928 44 09 / 220 44 67  
Fax : (228) 220 44 99  
Email : ahayi@yahoo.fr

Dr Placido Monteiro CARDOSO  
Director General of Public Health  
WAHO Liaison Officer – Ministry of Health  
Avenida Unidade Africana  
P.O. Box 50, Bissau, Guinea-Bissau  
Tel: +245 66 56 890/ +245 72 00 820  
Fax : (245) 20 11 88  
Email : placar2002@hotmail.com  
placidocardoso@eguitel.com

Hassane Aissatou CISSE  
Responsable de la Cellule Alimentation  
Nutrition  
Direction des Cultures Vivrières  
Ministère du Développement Agricole  
Niger  
Tel: (227) 96 96 94 23 /00227 20 37 23 35  
Fax: (227) 20 37 27 75  
Email: Hassan\_hamid\_sido@yahoo.fr



Dr. Ernest DABIRE  
Senior Program Specialist  
Governance, Equity & Health, EcoHealth  
IDRC  
BP 11007 Dakar , Senegal  
Tel: (221) 864 00 00 Ext 2219  
Fax: (221) 825 32 55  
Email: EDabire@idrc.org.sn

Dr Jean DENOMAN  
Directeur Général Adjoint de la Santé  
Ministère de la Santé et de l'hygiène publique  
Cote D'Ivoire  
Tel : (225) 20 21 74 74  
Cell: 07 68 75 05  
Fax : (225) 20 21 74 34 / 20 22 22 22  
Email : denomanj@yahoo.fr

Dr Bacar DJASSI  
Secrétaire d'Etat Promotion Agricole et la  
Sécurité Alimentaire  
C.P. N° 71 Bissau, Guinée Bissau  
Tél: (245) 22 12 00  
Cell: (245) 661 77 44/720 10 88  
Fax : (245) 22 24 83  
Email: bacar\_djassi@yahoo.com.br

M. Hontonnou DOSSOU BATA  
Directeur de l'Agriculture,  
Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage  
et de la Pêche  
Bénin  
Tél (229) 20213290  
Fax : (229) 20214413  
Email: dossoubat@yahoo.fr

Dr Florence EGAL  
Food security, nutrition and livelihoods officer  
FAO  
Viale delle Terme di Caracalla  
Rome, Italy  
Email: Florence.egal@fao.org

Dr Pablo EYZAGUIRRE  
Senior Scientist,  
Bioversity International  
Via dei Tre Denari 472/a, Maccarese 00057  
Rome, Italy  
Tel : 39 06 6118267  
Fax: 39 06 61979661  
Email: p.eyzaguirre@cgiar.org

Dr Emile FRISON  
Director General  
Bioversity International  
Via dei Tre Denari 472/a, Maccarese 00057  
Rome, Italy  
Tel: + 39 066118202  
Fax: +39 066118405  
Email:e.frison@cgiar.org

Yousouph GAYE  
Chef de division alimentation et survie de  
l'enfant  
Ministère de la Santé  
Dakar, Sénégal  
Tel: (221) 8694307  
Fax: (221) 869 4206  
Email:souayga@yahoo.fr

Amadou Tidiane GUIRO  
Professeur de Nutrition  
Universite Cheick Anta Diop (CAD)  
BP 1302  
Dakar, Sénégal  
Tel : (221) 397 91 11 / 832 08 80  
Email :atguiro@refer.sn

Mme Andréa HOUINDOTE  
Chargé de la Promotion de la Nutrition  
Direction de la Santé Familiale  
Ministère de la Santé  
01 BP 882, Benin  
Tel : (229) 21 33 20 21  
Fax: (229) 21 33 00 63  
Email: houindote@yahoo.fr

Dr Mariatou JALLOW  
Director of Health Services  
Department of State for Health and Social  
Welfare  
The Quadrangle,  
Banjul, Gambia  
Tel : (220) 4227301  
Cell: (220) 9921305  
Fax : (220) 422 3178  
Email: jallowmariatou@yahoo.com

Etienne KABORE  
Directeur de la Promotion des Filières  
Végétales  
Ministère de l'Agriculture 01 BP 1764  
Ouagadougou, Burkina Faso  
Tel: (226) 50 49 99 27  
Email: etiennekabore@hotmail.com

Mr. Jérôme KASONGO  
Acting Representative  
FAO  
Burkina Faso

Bocoum KOLADO  
Chargé de l'agriculture  
UEMOA  
BP 543  
Ouagadougou, Burkina Faso  
Tel: (226) 50 32 88 59  
Email : kolado.bocoum@uemoa.int



Abba S. MANNEH  
President National Association of Food  
Processors (NAFP)  
P O. Box 5185 Brikama, Kombo,  
Western Region, Gambia  
Tél: (00220) 995 9370  
Fax : (00220) 4484100  
Email: nafop@yahoo.com

Ivone MENEZES MOREIRA  
Nutrition Focal Point  
Directrice de Département Nutrition  
Ministère de la Santé Publique  
Avenue Unité Africaine BP 50  
Guinea Bissau  
Tél.: (245) 21 12 00  
Cell: 720 24 55 /662 84 55  
Email: imenmoreira6@hotmail.com

Dr Bouraima MOUAWIYATOU  
Ministère de la santé/S. familiale  
Togo  
Tél.: (245) 21 12 00  
Cell: 720 24 55

Momar NDAO  
President of Consumers Association  
Network/UEMOA  
HLM Grand Yoff N°19  
Ouagadougou, Burkina Faso  
Tel: 638 55 99  
Email: ascosen@gmail.com  
www.ascosen.sn

Mr Yarama D. NDIRPAYA  
Chief Scientific Officer  
Agricultural Research Council of Nigeria  
(ARCN)  
Agricultural Sciences Department,  
Federal Ministry of Agriculture & Water  
Resources  
PMB 135, Area 11 Garki  
Abuja, Nigeria  
Cell: (234) 0 803 59 25 180  
Email: yndirpaya@yahoo.com

M. André NIKIEMA  
Interpreter  
Cell. (00226) 78 80 90 53  
Email : andren@fasonet.bf  
andrenikiema51@yahoo.fr

Jean Claude OUEDRAOGO  
Nutritionniste au Ministère de l'Agriculture de  
l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques  
Burkina Faso  
Tel : (226) 50 30 70 91

Souleymane OUEDRAOGO  
Chercheur  
Institut de l'Environnement et Recherches  
Agricoles (INERA)  
Ouagadougou, Burkina Faso  
Tel:(226) 34 02 71 / (226) 31 92 38  
Fax: (226) 34 02 70  
Email:souleymane.ouedraogo@messrs.gov.bf

Modou Cheyassin PHALL  
Acting Executive Director  
National Nutrition Agency (NaNA)  
PMB 162 Banjul, The Gambia  
Tel : (220) 89 000 22  
Cell : (220) 9954038  
Email: sirphall@hotmail.com

Dr Marie T. RUEL  
Director Food Consumption & Nutrition  
Division,  
International Food Policy Research Institute  
(IFPRI)  
2033 K street,  
NW Washington DC 20006, USA  
Tel : 202 862 5676  
Fax : 202 467 4439  
Email :m.ruel@cgiar.org

Dr Oluwatoyin SALAWU  
National Nutrition Coordinator  
Ministry of Health,  
Federal Secretariat phase 3,  
Abuja, Nigeria  
Tel : 234 8033115573  
Email: tofsal@yahoo.com

Dr. Yacouba SANON  
Expert Agriculture et Développement rural  
ECOWAS  
Tel: (2349) 3147647 / (+234) 8050810179  
Fax: (2349) 3143005  
Email: ysanon@ecowas.int  
sanonyacouba@yahoo.fr

Mme Monique SANOU UEDRAOGO  
Interpreter  
Cell : (00226) 70 23 07 17  
Email : smonical@hotmail.com

Pr Toumani SIDIBE  
Directeur National de la Santé  
Point Focal OOAS  
Ministère de la Santé  
Mali  
Tél : (223) 223 33 52/222 64 97  
Fax : (223) 223 02 03  
Email: stoumani2002@yahoo.fr  
stoumani@dnsmali.org





Dr Francisca SMITH  
Honorary Research Fellow Nutrition  
Bioversity International  
Via dei Tre Denari 472/a, Maccarese 00057  
Rome, Italy  
Tel : +39 06 6118285  
Fax: +39 06 61979661  
Email: f.smith@cgiar.org

Dr Jean-Celestin SOMDA  
Nutrition Coordinator,  
Helen Keller International (HKI)  
04 BP 8150  
Ouagadougou 04, Burkina Faso  
Tel: (226) 50 34 02 60  
Email: jsomda@hki.org

Dr Amadou SOWE  
Permanent Secretary  
Department of State for Agriculture  
The Quadrangle  
Banjul, The Gambia  
Tel: (220) 422 61 34  
Cell: 996 3041  
Email: amadousowe2003@yahoo.co.uk

Ms Ann TARINI  
Country Director,  
Helen Keller International  
BP 8150  
Ouagadougou 04, Burkina Faso  
Tel: (226) 50 34 02 60  
Email : atarini@hki.org

Dr Ismael THIAM  
Professional Officer Nutrition & Child  
Survival  
WAHO/OOAS  
01 BP 153  
Bobo-Dioulasso, Burkina Faso  
Tél. (226) 20 97 57 75  
Email : ithiam@wahooas.org

Corneille TRAORE  
Directeur de la Santé de la Protection Sociale  
et de la Mutualité  
UEMOA  
BP 543  
Ouagadougou, Burkina Faso  
Tel : (226) 50 32 88 45  
Fax : (226) 50 31 88 722  
Email : ctraore@uemoa.int

Olivier VEBAMBA  
Gardening coordinator,  
Helen Keller International  
Burkina Faso  
Tel: (226) 5034 3.8 11 / 50 34 02 60  
Cell : (226) 70 26 14 14  
Email: ovebamba@hki.org

Dr S. Raymond VODOUHE  
Regional Coordinator West Africa  
Bioversity International  
Tel : (229) 21350188  
Email : r.vodouhe@cgiar.org

### Annexe 3: Agenda de l'atelier



“Partenariats pour la mobilisation de la diversité des filières alimentaires traditionnelles, pour une meilleure alimentation et santé au sein des pays membres de la CEDEAO”.



un atelier régional de plaidoirie

Commission UEMOA  
Rue Agostino Neto, Ouagadougou, Burkina Faso  
5 et 6 Septembre 2007

<b>Objectif principal</b>	Cet atelier, qui se déroulera sur deux journées, est le fruit d'une prise de conscience mondiale croissante du devoir des secteurs agricole et sanitaire, de se réunir afin de développer une politique commune pour une amélioration de l'alimentation et de la santé. Les participants proviennent de tous les secteurs professionnels impliqués et ont été sélectionnés, en tant que sujets clés susceptibles de faire la différence, dans la lutte contre la malnutrition au sein de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).
<b>Attentes</b>	A l'issue de l'atelier, les participants auront identifié les points forts et faibles des partenariats intersectoriels actuels. Ils auront également développé les objectifs d'une stratégie propre à la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), ainsi qu'un plan d'action pour les réaliser.

#### Mercredi 5 septembre 2007 Première journée

0830-0930	<b>Allocutions d'ouverture</b> Commissaire chargé du département du développement rural, des ressources naturelles et de l'environnement Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA)	<b>Ismail K. Binguitcha-Faré</b> Commissaire chargé du département du développement rural, des ressources naturelles et de l'environnement Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA)
	Directrice, département des soins de santé primaires et contrôle des maladies Organisation ouest africaine de la santé (OOAS)	<b>Johanna Austin-Benjamin</b> Directrice, département des soins de santé primaires et contrôle des maladies Organisation ouest africaine de la santé (OOAS)
	Spécialiste de la sécurité alimentaire Coopération technique de secours et réhabilitation d'urgence Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	<b>Jérôme Kasongo</b> Spécialiste de la sécurité alimentaire Coopération technique de secours et réhabilitation d'urgence Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
0930-1000	<b>Discours liminaire : Mobiliser la biodiversité pour une meilleure alimentation et santé en Afrique occidentale. Les impératifs et opportunités internationaux</b>	<b>Emile Frison</b> Directeur général Bioversity International
1000-1030	<b>Pause café</b>	
1030-1100	Contexte, objectifs et attentes de l'atelier Nutrition pour	<b>Ismael Thiam</b> Nutrition pour le développement et la survie des enfants Organisation ouest africaine de la santé (OOAS)
1100-1200	Les aliments indigènes traditionnels ouest-africains : des ressources pilotes dans la lutte contre la malnutrition et les maladies chroniques issues d'une mauvaise alimentation	<b>Francisca Smith</b> Chercheur Honoraire, Nutrition Bioversity International
1200-1230	Sécurité alimentaire et moyens d'existence durables: une dimension incontournable pour une bonne nutrition et la réalisation des OMDs	<b>Florence Egal</b> Nutritionniste, agriculture et protection des consommateurs FAO



1230-1400	<b>Pause déjeuner</b>	
1400-1430	Mise à jour sur les programmes de recherche et activités liés aux aliments traditionnels	<b>Tidiane Guiro</b> Université Cheikh Anta Diop Dakar, Sénégal
1430-1500	Analyse des politiques agricoles et sanitaires liées à l'alimentation au sein des Etats membres de la CEDEAO- Plaidoyer pour des changements	<b>Raymond Voudouhe</b> Bioversity International
1500-1530	<b>Pause café</b>	
1530-1630	<b>Agriculture et santé</b>	<b>Marie T. Ruel</b> Division de consommation alimentaire et nutritio Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI)
1630-1730	<b>Conclusions de la première journée</b>	<b>Pablo Eyzaguirre</b> Bioversity International
1900 -	<b>Cocktail de bienvenue</b>	<b>Hotel Soritel</b>

<b>Jeudi 6 septembre, 2007</b>		<b>Deuxième journée</b>
0830-0900	Travailler ensemble pour lutter contre toutes les formes de malnutrition	<b>Florence Egal</b> Représentante du comité permanent des nations unies sur la nutrition (SCN)
0900-1500	<b>Travaux de groupe (3 groupes en parallèle)</b>	
0900-1030	<b>Première partie :</b> Analyse de la collaboration actuelle du secteur agricole/sanitaire : forces, faiblesses, opportunités et menaces (analyse « SWOT »)	
1030-1100	<b>Pause café</b>	
1100-1230	<b>Deuxième partie :</b> Elaboration d'objectifs pour une stratégie de plaidoirie régionale	
1230-1330	<b>Pause déjeuner</b>	
1330-1500	<b>Troisième partie :</b> Mise au point d'un plan d'action pour la mise en œuvre d'une stratégie de plaidoirie au sein des Etats membres de la CEDEAO	
1500-1530	<b>Pause café</b>	
1530-1600	Exposé du groupe A et questions	<b>Porte-parole du groupe A</b>
1600-1630	Exposé du groupe B et questions	<b>Porte-parole du groupe B</b>
1630-1700	Exposé du groupe C et questions	<b>Porte-parole du groupe C</b>
1700-1730	Conclusions	<b>Pablo Eyzaguirre</b> Bioversity International
1730-1800	Clôture	<b>Raymond Vodouhe</b> Bioversity International

L'OOAS et Bioversity International remercient vivement l'ACDI et le CRDI pour leur parrainage de l'atelier



Agence canadienne de développement international

Canadian International Development Agency



Global Facilitation Unit for Underutilized Species







## Annexe 4: Travaux de Groupes

### TRAVAUX DE GROUPES

#### Partie 1: Analyse de la collaboration entre secteurs Agriculture/Santé Forces Faiblesses, Opportunité et Menaces (FFOM)

Les points à prendre en considération

- Décrire la nature de la collaboration et les cadres existants, entre le secteur de l'agriculture ou tout autre secteur jugé pertinent comme le secteur de l'éducation et le secteur privé dans vos pays.
- En utilisant le tableau ci dessous identifier les facteurs qui selon vous affectent cette collaboration

Forces	Faiblesses	Opportunities	Menaces

#### Partie 2: Développement de plan d'action pour la mise en oeuvre d'une stratégie de Plaidoyer au sein des pays de la CEDEAO

En utilisant l'analyse sur les FFOM de la Session 1, vous devez élaborer une stratégie de plaidoyer à mettre en oeuvre au sein des pays de la CEDEAO

- Quelles sont les Principales activités à prendre en compte dans la mise oeuvre de ce plan ?
- Indiquer les ressources nécessaires pour sa mise en oeuvre ?

#### Partie 3: Identifier les points a prendre en compte a travers le plaidoyer au niveau sous régional.

Les Points à prendre en compte doivent inclure:

- Est ce nécessaire de mener un plaidoyer au niveau sous régional et International par les partenaires ?
- Quelles institutions / Organisations doivent être ciblées pour le plaidoyer au niveau sous régional?
- Qui doit mettre en oeuvre cette stratégie de plaidoyer ?



## Annexe 5 Evaluation

### Autres Aspects de l'atelier

Les participants ont apprécié le cocktail qui a été sponsorisé par le Directeur Général de Bioversity International – Dr Emile Frison. Des participants ont dit qu'ils ont apprécié les boissons traditionnelles. L'un des participants a indiqué que la salle de conférence a été très confortable. La plupart des participants ont apprécié toutes les activités mais qu'il y avait une plainte sur le déjeuner et le transport. Pour tout suivi de l'atelier, les participants suggèrent qu'il y ait une excursion sur le marché local et sur des champs, qu'il y ait une récapitulation des sessions des journées précédentes, et qu'il y ait une provision d'un traducteur Portugais.

Il a été aussi demandé aux participants d'évaluer différents éléments de l'organisation du forum en leur attribuant des points de 5 (excellent) à 1 (faible). Le tableau ci-dessous présente les résultats de cette évaluation.

**Tableau 1: Evaluations des différents aspects organisationnel du forum**

Catégorie	Répondants (n)	Pourcentage (%)				
		5	4	3	2	1
Publicité pré-atelier	17	23	41	23	11	0
Communication	16	12	43	37	6	0
Média	20	10	20	45	10	5
Programmes imprimés	17	23	35	29	6	6
Paquet d'information	19	21	52	26	0	0
Accueil	20	20	50	25	5	0
Contenu de l'atelier	18	27	55	11	5	0
Evènements spéciaux	15	13	46	20	20	0
Contenu/variété	6	16	33	16	33	0
Cocktail	18	50	38	11	0	0
Hébergement	19	26	42	31	0	0
Traduction	19	21	52	10	10	0
Interprétation	18	33	50	16	0	0
Transport	19	10	31	36	21	0



**Questionnaire d’Evaluation de l’atelier OOAS/BIOVERSITY**

Cocher la case appropriée s’il vous plaît.

**Point Focal** [ ] **Délégué de pays** [ ] **Délégué Local** [ ] **Partenaire** [ ]

**Commentaires Généraux**

1. Quelle est votre évaluation globale de l’atelier?  
.....
2. Quelles sont les 2 choses que vous aimez le plus au sujet de l’atelier  
.....
3. Quelles sont les 2 choses que vous aimez le moins au sujet de l’atelier?  
.....
4. Quelles sont vos attentes en participant à cet atelier?  
.....
5. En quoi l’atelier a – t-il réussi ou échoué dans la satisfaction de vos attentes?  
.....

**Sessions Techniques Actualisées**

1. Qu’est-ce que vous aviez apprécié le plus et pourquoi?  
.....
2. Qu’est-ce que vous aviez apprécié le moins et pourquoi?  
.....

**Sessions des Groupes de travail**

1. Quelles sont vos observations au sujet des sessions des groupes de travail?  
.....
2. Quelles suggestions avez-vous pour l’amélioration de telles sessions?  
.....
3. Quels sont les domaines de discussions qui n’ont pas été couvertes par les termes de référence des groupes de travail?  
.....

**Evaluations de l’atelier.** S’il vous plaît, évaluer le forum dans les domaines suivants (5=excellent) et inclure des commentaires utiles

Catégories	Evaluation				
	5	4	3	2	1
Communication	o	o	o	o	o
Média	o	o	o	o	o
Programmes imprimés	o	o	o	o	o
Paquet d’information	o	o	o	o	o
Enregistrement	o	o	o	o	o
Accueil	o	o	o	o	o
Contenu de l’atelier	o	o	o	o	o
Déjeuner et pause café	o	o	o	o	o
Cocktail	o	o	o	o	o
Hébergement	o	o	o	o	o
Traduction	o	o	o	o	o
Interprétation	o	o	o	o	o
Transport	o	o	o	o	o


Merci d’avoir pris part à cette évaluation post-séminaire





## Annexe 6 Présentations


### 1. Dr Emile Frison, Bioversity International, Discours Programme



**Agricultural Biodiversity for better Nutrition and Health in West Africa.**  
**Global Imperatives and Opportunities**


**Emile Frison**  
 Director General  
**Bioversity International**

Ouagadougou September 2007



**Millennium Goal 1  
 Assessment of Progress (2)**

- Of 143 countries, only 34 (24%) on track to achieve the hunger target (including Benin and the Gambia)
- Nutritional Status has actually been deteriorating in Niger, Burkina Faso, Guinea, Mali, Senegal and Togo
- Reflected in Chennai Platform for Action (April 2005)




**Millennium Goal 1**

- **To eradicate extreme poverty and hunger**

Two targets are to halve between 1990 and 2015

- The proportion of people whose income is less than \$1 a day
- The proportion of people who suffer from hunger




**2006  
 Nutrition comes to the Fore**

*Preventing Chronic Diseases: A Vital Investment.* (WHO, 2006)

The Standing Committee on Nutrition of the UN System (SCN) in *Tackling the Double Burden of Malnutrition: a Global Agenda* (SCN News #33, 2006)


Convention on Biological Diversity in the 8th Conference of the Parties *Cross-cutting Initiative on Biodiversity for Food and Nutrition* (CBD/COP8, 2006)

Nutrition Stakeholder Consultation Bioversity, 2006  
 And...



**Millennium Goal 1  
 Assessment of Progress (1)**

- Generally, focus has always been on the income poverty target
- Most countries are on track to meet it




**World Bank Report 2006  
 Repositioning Nutrition as Central to Development: A Strategy for Large Scale Action**

estimates lost national income due to diet-related chronic diseases (heart disease, stroke and diabetes) over the next ten years for key developing countries  
 E. g. \$7.6 billion for Nigeria

Investing in Nutrition saves billions in health costs, improves productivity, reduces poverty, improves education.

**How can we shape that investment and link it to development?**

### A Growing Consensus in all Sectors

Agricultural biodiversity can improve nutrition and health through diverse diets, based on traditional and locally adapted species

Need for many disciplines, many approaches


Challenge: link food security, good nutrition, health, long term sustainability and agricultural policy and practices



### Dietary Simplification (1)



- Energy from Fats and Oils Senegal
  - 1963: 8%
  - 1998: 20%
- Cheapest food: energy-rich but nutrient-poor



### Why Agricultural Biodiversity?

Loss of agricultural biodiversity leads to loss of options for diets

↓

Loss of options for diets leads to loss of dietary diversity

↓

Loss of dietary diversity contributes to dietary simplification and the "nutrition transition" associated with non-communicable diseases and with the double burden of malnutrition



### Dietary Simplification (2)




- Reduced access to traditional and indigenous foods
  - Focus on major staples
  - "Backward"
- Affecting poorest people most



### Double burden of malnutrition:

- Hidden hunger: missing micronutrients
  - At least 2 billion worldwide
  - Mostly women and children
- Diseases of "affluence"
  - Type2 diabetes, obesity, heart disease, cancers



### Benefits of Diversity

Prospective cohort study in USA with 42,254 women:

- Number of different foods eaten is inversely correlated with mortality and chronic diseases
- Diversity is also positively correlated with longevity





## Diversity of Diet Kenya

Involving 154 infants 12-36 months:

- Dietary diversity strongly and consistently correlated with anthropometric status.
- Inclusion of a variety of foods in the diets of children in the 1-3 year age group is very important



## Kenya

Partnered with Family Concern (NGO) and Uchumi Supermarkets

- Traditional leafy vegetables
- Seed supply and agronomy
- Training for cleaner, high-quality produce
- Leaflets to educate shoppers
- Sales increase 1100% in two years



## Diversity of Diet Mali

Including 77 children, 13-58 months:

- Food Variety (no. of food items) and Dietary diversity (no. of food groups) positively correlated with nutritional adequacy
- 15 items or 5 groups minimum for adequate nutrition



## Evidence nutrition

- Millet significantly lower glycaemic index
- Amaranth grain reduces glycaemic index and has higher minerals and vitamins
- African leafy vegetables more nutritious than "exotics"



## Promoting Diversity of Diet

- Diverse diet protects
- Indigenous varieties offer nutritional advantages
- Promote local agricultural biodiversity for improved diets and health



## African leafy vegetables (1)

Per 100 gm	Amaranth (leaf)	Cleome	Nightshade	Cabbage
Iron mg	8.9	6.0	1.0	0.7
Calcium mg	410	288	442	47
β carotene ug	5716	10452	3660	100

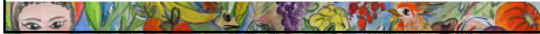






## Diversity in Nutrient Quality within Crops

- What about differences between varieties?
  - Rice: Iron x 9; Zinc x 7; Thiamine x 15; Niacin x 5; Riboflavin x 36
  - Pumpkin: some varieties contain almost no carotenes, others up to 100 mg/gm



## Opportunities

- Traditional models still prevalent
- Policy makers have an opportunity to tap the potential contributions of agricultural biodiversity to improve nutrition
- Increased collaboration between Agriculture and Health



## Benefits of a Traditional and Diverse Diet

- Based on better use of local diversity
- Building on people's own culture and resources
- More cost-effective
- Prevention better than cure
- Other interventions are more effective: vaccinations, food supplementation, etc.



## Conclusion

*West Africa has a head start.*

Agricultural Biodiversity is available and still used in food systems

**But**

It must be protected, enhanced and made an integral part of nutrition, health and development strategies



## Policy Challenge

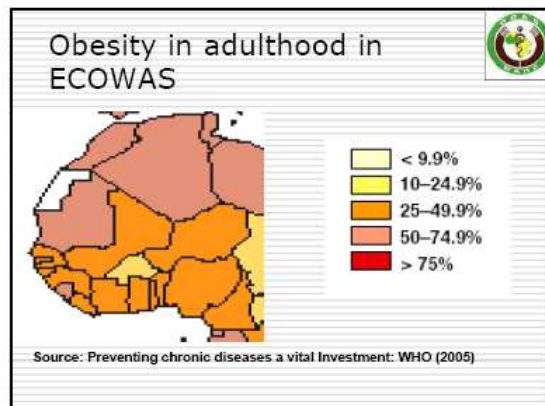
- There is a cheap, available, local resource but it is often not fully exploited because Health Policy and Agricultural Policy generally operate independently.



## 2. Dr Ismael Thiam, OOAS

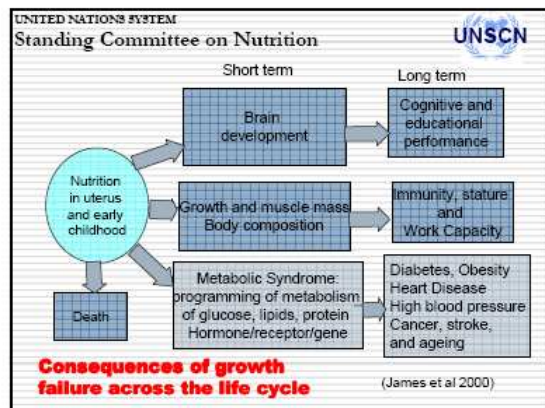
Partnerships for Mobilizing the Diversity in Traditional Food Systems to Ensure Adequate Nutrition and Health in ECOWAS Member States  
Ouaga SEPTEMBER 5 & 6 2007

**Thiam Ismael**  
Nutrition & Child Survival officer  
WAHO

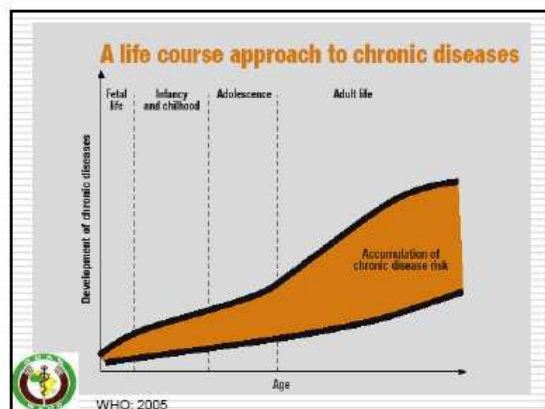


### Background

**Paradox of Nutrition situation in West Africa**




PAYS	Retard de Croiss. (2)	% Perte PIB (4)	Rang Mortalité <5ans (2)	Rang IDH (3)	Taux de Goûte % (4)	# décès CVA < 5 (4)	IPH-1 (Rang/103 pays) (1)
Burkina	37	2	8	175	17	20 000	102
Côte d'Ivoire	25	1.4	23	136	23	8 000	93
Guinée, B	30	1.5	10	172	17	1 750	93
Mali	38	2.7	7	174	42	24 000	101
Niger	20	0.8	2	177	20	26 000	103
Nigeria	40	1.7	13	158	8	82 000	75
Sierra L	34	1.4	1	176	16	13 250	98







UNITED NATIONS SYSTEM  
Standing Committee on Nutrition 

**The nutrition transition and the paradoxical double burden of malnutrition**


The Nutrition Transition is occurring in countries together the processes of economic development, industrialization and increasing urbanization

- Increasingly countries no longer just have undernutrition as a problem, they also have overnutrition, and this is the double burden of malnutrition.
- The paradox is that as countries develop economically these two types of malnutrition increasingly co-exist, first in the same country (more in urban than rural), but then increasingly in the same community and eventually even in the same household.
- Having overweight parents (typically mothers more than fathers) and underweight children in the same household, seems to deny that food availability or access is part of the problem.

**R. Schrimpton ( Mindelo, Sep, 19-2006)**


**Expected Outcomes**

- Collaboration is initiated between policy and decision makers in agriculture, health/nutrition sectors.
- Mechanisms for cross-sectoral collaboration are defined.
- Constraints to collaboration, including policy constraints, between the sectors for the promotion of food related preventive measures against malnutrition and diet related chronic diseases are identified and solutions proposed.
- A cross-sectoral working group (coalition of workshop participants) established to develop and ensure sustainability of collaborative activities
- A joint strategy and action plan for advocating positive changes in dietary patterns of population groups in West Africa developed.
- Current legal instruments hindering the production, processing availability, access and consumption of local and traditional foods that help to prevent malnutrition and diet related chronic diseases, as well as possible policy and legal gaps identified and solutions proposed.



**CONTEXT: WAHO & BIoiversity**

- Under nutrition: Structural
- Over Nutrition: raising
- Demographic growth & Poverty/PP
- Globalization: Open Markets & Marketing
- Few Actions: on Prevention & Mitigation




**Challenges**

- Too many
  - Policy "Papers" (PRSPS/Banjul 2002)
  - Declarations
  - Strategies
  - MDGs
- Partnership & Coordination
  - Optimize resources
  - Comparative advantages
- Technocratic approach and Communities Neglected
- Underlying causes of Malnutrition: Macro and Micro economic measures, distribution of the "Wealth of Nations" /A. Smith: Ideologic Position **Policy Implicationsh**



**Objectives**

- Understand the potential role of local and traditional foods in the prevention of micronutrient deficiencies and diet related chronic diseases.
- Explore the development of action-oriented collaboration between sectors through a strategic analysis(SWOT) within the current collaborative arrangement between agriculture and health sectors.
- Carry out strategic direction for an advocacy strategy to build and strengthen collaboration between health, agriculture, and the private sector, for significant improvements in nutrition and health programmes.
- Identify and propose options to accommodate existing legal frameworks within the newly developed cross-sectoral strategy for the prevention of micronutrient deficiencies and diet related chronic diseases.
- Develop action plans for implementation within the 15 ECOWAS.



**Challenges**

- Need of Paradigm Change
  - Consumption of Market oriented foods vs
  - Consumption of Available
  - Culturally acceptable, affordable, Biologically useful
- Need of Policy change to
  - Support Traditional Foods systems: Sensitization & marketing
  - Support Research
  - Strengthen Public Private Civil Society partnership
  - Policy Harmonization "Market Oriented in ECOWAS" customs, taxation, tariffs, QAC...





### 3. Dr Francisca Smith, Bioversity International



WEST AFRICAN INDIGENOUS & TRADITIONAL FOODS – FRONTLINE RESOURCES AGAINST MICRONUTRIENT DEFICIENCIES AND RISKS OF DIET RELATED CHRONIC DISEASES

*Ifyironwa Francisca Smith*  
*Bioversity International*



Transitioning Into Quick Fix Simplified Meals




Introduction

- Available health statistics reveal West Africa's immense health problems associated with micronutrient deficiencies
- Decline in agricultural production, household food insecurity, lack of diversity in diets complicate existing malnutrition, and contribute to increased risks of obesity and diet related chronic diseases
- Foods from West Africa's traditional food systems ensure diversity in family diets
- There is now a growing consensus to employ indigenous & traditional foods of the sub-region in strategies against malnutrition and diet related chronic diseases



A Truly Simplified Meal




A Diversified Meal of Yam, Mixed Vegetables, Spice, Fish, and Palm oil




The Value of Dietary Diversity

- A diverse and balanced diet provides nutrients in combinations ideal to sustain and promote health.
- Dietary energy needs can be met without diversity but micronutrient needs **cannot** be met without diversity
- "A diverse and balanced diet provides an intrinsic buffer against the uncertainties of change, and remains the preferred choice for human health" [Johns & Shapit 2004]
- Non-nutrient phytochemicals found in legumes, fruits, vegetables, sauce condiments and spices protect health & lower risks of chronic diseases





**Bioversity international**

### Simplified Diets and Dietary Habits Increase Risks of Poor Health Conditions such as:

- Obesity
- Diabetes
- Cardiovascular diseases
- Osteoporosis
- Some cancers
- Neurodegenerative disorders
- Dental Caries

**Bioversity international**

### Why the Interest in Indigenous & Traditional Foods

- They are locally available, well adapted to local production environments
- Economically, they are relatively more accessible to local populations
- They are culturally more appropriate and acceptable
- They are rich dietary sources of micronutrients and health protecting anti-oxidants
- They will greatly compliment and increase the efficacy of other strategies against infant, child and adult malnutrition, and diet related chronic diseases

**Bioversity international**

### Rise in obesity in urban women

From Mendez et al, Am J Clin Nutr 2005; 81:714-721

Country/Year	% Underweight	% Overweight
Senegal (2004)	10	10
Senegal (2002)	10	10
Senegal (2001)	10	10
Tunisia (2002)	10	10
Honduras (2011)	10	10
Peru (2008)	10	10
Honduras (2008)	10	10
Guatemala (2008)	10	10
Jordan (2008)	10	10
Guinea Bissau (2008)	10	10
Guinea Bissau (2006)	10	10
Vietnam (2002)	10	10
Mexico (2006)	10	10
Bolivia (2008)	10	10
Egypt (2002)	10	10
China (2002)	10	10
China (2001)	10	10
Colombia (2002)	10	10
Uruguay (2002)	10	10
Guatemala (2002)	10	10
Kenya (2002)	10	10
Kenya (2001)	10	10
Kenya (2000)	10	10
Kenya (1999)	10	10
Kenya (1998)	10	10
Kenya (1997)	10	10
Kenya (1996)	10	10
Kenya (1995)	10	10
Kenya (1994)	10	10
Kenya (1993)	10	10
Kenya (1992)	10	10
Kenya (1991)	10	10
Kenya (1990)	10	10
Kenya (1989)	10	10
Kenya (1988)	10	10
Kenya (1987)	10	10
Kenya (1986)	10	10
Kenya (1985)	10	10
Kenya (1984)	10	10
Kenya (1983)	10	10
Kenya (1982)	10	10
Kenya (1981)	10	10
Kenya (1980)	10	10
Kenya (1979)	10	10
Kenya (1978)	10	10
Kenya (1977)	10	10
Kenya (1976)	10	10
Kenya (1975)	10	10
Kenya (1974)	10	10
Kenya (1973)	10	10
Kenya (1972)	10	10
Kenya (1971)	10	10
Kenya (1970)	10	10
Kenya (1969)	10	10
Kenya (1968)	10	10
Kenya (1967)	10	10
Kenya (1966)	10	10
Kenya (1965)	10	10
Kenya (1964)	10	10
Kenya (1963)	10	10
Kenya (1962)	10	10
Kenya (1961)	10	10
Kenya (1960)	10	10
Kenya (1959)	10	10
Kenya (1958)	10	10
Kenya (1957)	10	10
Kenya (1956)	10	10
Kenya (1955)	10	10
Kenya (1954)	10	10
Kenya (1953)	10	10
Kenya (1952)	10	10
Kenya (1951)	10	10
Kenya (1950)	10	10
Kenya (1949)	10	10
Kenya (1948)	10	10
Kenya (1947)	10	10
Kenya (1946)	10	10
Kenya (1945)	10	10
Kenya (1944)	10	10
Kenya (1943)	10	10
Kenya (1942)	10	10
Kenya (1941)	10	10
Kenya (1940)	10	10
Kenya (1939)	10	10
Kenya (1938)	10	10
Kenya (1937)	10	10
Kenya (1936)	10	10
Kenya (1935)	10	10
Kenya (1934)	10	10
Kenya (1933)	10	10
Kenya (1932)	10	10
Kenya (1931)	10	10
Kenya (1930)	10	10
Kenya (1929)	10	10
Kenya (1928)	10	10
Kenya (1927)	10	10
Kenya (1926)	10	10
Kenya (1925)	10	10
Kenya (1924)	10	10
Kenya (1923)	10	10
Kenya (1922)	10	10
Kenya (1921)	10	10
Kenya (1920)	10	10
Kenya (1919)	10	10
Kenya (1918)	10	10
Kenya (1917)	10	10
Kenya (1916)	10	10
Kenya (1915)	10	10
Kenya (1914)	10	10
Kenya (1913)	10	10
Kenya (1912)	10	10
Kenya (1911)	10	10
Kenya (1910)	10	10
Kenya (1909)	10	10
Kenya (1908)	10	10
Kenya (1907)	10	10
Kenya (1906)	10	10
Kenya (1905)	10	10
Kenya (1904)	10	10
Kenya (1903)	10	10
Kenya (1902)	10	10
Kenya (1901)	10	10
Kenya (1900)	10	10

**Bioversity international**

### ROOTS, TUBERS AND STARCHY FRUITS – SUPPLIERS OF DIETARY ENERGY, BETA CAROTENE, ANTIOXIDANTS, FOLIC ACID (Early season yams), MAGNESIUM (Coco-yams)

**Bioversity international**

### Rise in obesity in rural women

From Mendez et al, Am J Clin Nutr 2006; 81:714-721

Country/Year	% Underweight	% Overweight
Senegal (2004)	10	10
Senegal (2002)	10	10
Senegal (2001)	10	10
Tunisia (2002)	10	10
Honduras (2011)	10	10
Peru (2008)	10	10
Honduras (2008)	10	10
Guatemala (2008)	10	10
Jordan (2008)	10	10
Guinea Bissau (2008)	10	10
Guinea Bissau (2006)	10	10
Vietnam (2002)	10	10
Mexico (2006)	10	10
Bolivia (2008)	10	10
Egypt (2002)	10	10
China (2002)	10	10
China (2001)	10	10
Colombia (2002)	10	10
Uruguay (2002)	10	10
Guatemala (2002)	10	10
Kenya (2002)	10	10
Kenya (2001)	10	10
Kenya (2000)	10	10
Kenya (1999)	10	10
Kenya (1998)	10	10
Kenya (1997)	10	10
Kenya (1996)	10	10
Kenya (1995)	10	10
Kenya (1994)	10	10
Kenya (1993)	10	10
Kenya (1992)	10	10
Kenya (1991)	10	10
Kenya (1990)	10	10
Kenya (1989)	10	10
Kenya (1988)	10	10
Kenya (1987)	10	10
Kenya (1986)	10	10
Kenya (1985)	10	10
Kenya (1984)	10	10
Kenya (1983)	10	10
Kenya (1982)	10	10
Kenya (1981)	10	10
Kenya (1980)	10	10
Kenya (1979)	10	10
Kenya (1978)	10	10
Kenya (1977)	10	10
Kenya (1976)	10	10
Kenya (1975)	10	10
Kenya (1974)	10	10
Kenya (1973)	10	10
Kenya (1972)	10	10
Kenya (1971)	10	10
Kenya (1970)	10	10
Kenya (1969)	10	10
Kenya (1968)	10	10
Kenya (1967)	10	10
Kenya (1966)	10	10
Kenya (1965)	10	10
Kenya (1964)	10	10
Kenya (1963)	10	10
Kenya (1962)	10	10
Kenya (1961)	10	10
Kenya (1960)	10	10
Kenya (1959)	10	10
Kenya (1958)	10	10
Kenya (1957)	10	10
Kenya (1956)	10	10
Kenya (1955)	10	10
Kenya (1954)	10	10
Kenya (1953)	10	10
Kenya (1952)	10	10
Kenya (1951)	10	10
Kenya (1950)	10	10
Kenya (1949)	10	10
Kenya (1948)	10	10
Kenya (1947)	10	10
Kenya (1946)	10	10
Kenya (1945)	10	10
Kenya (1944)	10	10
Kenya (1943)	10	10
Kenya (1942)	10	10
Kenya (1941)	10	10
Kenya (1940)	10	10
Kenya (1939)	10	10
Kenya (1938)	10	10
Kenya (1937)	10	10
Kenya (1936)	10	10
Kenya (1935)	10	10
Kenya (1934)	10	10
Kenya (1933)	10	10
Kenya (1932)	10	10
Kenya (1931)	10	10
Kenya (1930)	10	10
Kenya (1929)	10	10
Kenya (1928)	10	10
Kenya (1927)	10	10
Kenya (1926)	10	10
Kenya (1925)	10	10
Kenya (1924)	10	10
Kenya (1923)	10	10
Kenya (1922)	10	10
Kenya (1921)	10	10
Kenya (1920)	10	10
Kenya (1919)	10	10
Kenya (1918)	10	10
Kenya (1917)	10	10
Kenya (1916)	10	10
Kenya (1915)	10	10
Kenya (1914)	10	10
Kenya (1913)	10	10
Kenya (1912)	10	10
Kenya (1911)	10	10
Kenya (1910)	10	10
Kenya (1909)	10	10
Kenya (1908)	10	10
Kenya (1907)	10	10
Kenya (1906)	10	10
Kenya (1905)	10	10
Kenya (1904)	10	10
Kenya (1903)	10	10
Kenya (1902)	10	10
Kenya (1901)	10	10
Kenya (1900)	10	10

**Bioversity international**

### INDIGENOUS CEREALS - PROVIDES ENERGY, PROTEINS, MINERALS & VITAMINS (Micronutrients), ANTI-OXIDANTS, LOW GLYCEMIC INDEX (Fonio, Millet)





**Bioversity International**

### Indigenous Cereals Contribute Micronutrients to Daily Diets

Mineral Concentrations of Some Indigenous African Cereals Raw and Processed (mg/100g dry product)

Foods	Copper	Iron	Zinc	Calcium	Magnesium
Whole Sorghum	0.31	3.45	2.10	17.02	141.20
Sorghum Flour	0.25	4.65	2.46	13.96	75.90
Araw (Processed Sorghum)	0.25	4.04	2.06	19.39	96.79
Whole Millet	0.42	2.71	2.10	22.09	112.06
Millet Couscous	0.60	3.42	2.75	24.75	114.05
Sandak (Processed Millet)	0.25	3.02	2.30	14.16	70.73
Hungry Rice (Ruba)	0.42	3.30	2.11	18.95	90.00
Dihulka Acha	0.37	2.60	1.82	12.70	62.34

Smith J.F. et al. SCN News #33, 2008

**Bioversity International**

### OIL SEEDS, NUTS & FRUITS – SOURCES OF FOOD OIL, DIETARY ENERGY, PROTEIN, PRO-VITAMIN A CAROTENOIDS

**Bioversity International**

### GRAIN LEGUMES – MAJOR SUPPLIERS OF PROTEINS, ENERGY, MINERALS & VITAMINS (Micronutrients), AND ANTI-OXIDANTS

**Bioversity International**

### SAUCE THICKENERS, FOOD CONDIMENTS AND SPICES – SUPPLIERS OF PROTEINS, MINERALS (Iron, Zinc, Calcium, Magnesium), ENERGY, ANTI-OXIDANTS, ASCORBIC ACID

**Bioversity International**

### Indigenous Legumes also Enhance Dietary Diversity

MINERAL CONCENTRATION OF SOME INDIGENOUS AFRICAN PULSES (mg/100g Dry Product)

Sample	Copper	Iron	Zinc	Calcium	Magnesium
Cowpea (maroon eyed)	0.55	4.10	3.31	95.25	141.89
Cowpea (black eyed)	0.70	4.68	2.23	78.73	103.02
Rice Bean	0.75	5.77	2.60	130.51	148.55
Brown Bean	0.59	3.50	2.84	95.25	120.07
Bambara G.Nut (Red Variety)	0.50	2.14	2.33	49.02	155.50
Bambara G.Nut (White Variety)	0.49	2.10	2.01	28.24	148.10

Smith J.F. et al. SCN News #33, 2008

**Bioversity International**

### SPICES – RICH SOURCES OF MINERALS, ANTI-OXIDANTS, INSULIN MEDIATING PHYTOCHEMICALS





**Bioversity International**

### Indigenous Sauce Condiments & Spices Provide Diversity & Nutrients

MINERAL CONTENT OF SOME INDIGENOUS AFRICAN SAUCE CONDIMENTS (mg/100g Dry Product)

Foods	Copper	Iron	Zinc	Calcium	Magnesium
Badiadi	1.01	4.21	2.06	486.38	314.84
SE (Sesamum alatum)	1.63	3.87	5.18	875.88	248.33
Zabne	0.81	3.50	5.16	267.32	178.56
Kapok (Celastrus peltatus)	0.84	6.41	1.77	1028.15	588.86
Egusi (Cucurbita pepo)	1.77	5.51	4.11	87.88	380.7

Source: E. A. O. Food & Nutrition Institute (FNI) 2000

**Bioversity International**

### A Comparative View of Nutrient Profiles of Some Introduced and Indigenous Fruits of West Africa

Fruit	Energy (kcal)	Protein (%)	Carbohydrate (%)	Calcium (mg/100g)	Iron (mg/100g)	B-carotene (µg/100g)	Ascorbic Acid (mg/100g)
Local Orange (Citrus sinensis)	45	0.6	10.5	28.0	-	75.0	46.0
Orange (Citrus sinensis)	55	-	8.0	21.0	0.4	250.0	51.0
Guava (Psidium guajava)	88	1.3	20.6	9.0	1.4	123.0	9.0
Jackfruit (Artocarpus heterophyllus)	120	2.5	76.2	28.0	9.3	30.0*	17.0
Mango (Mangifera indica)	100*	0.3	12.0	36.0	1.1	18.0*	40.0
Jackfruit (Artocarpus heterophyllus)	97	1.0	25.0	71.5	8.0	30.0*	18.0

Source: Olowu M.A. Plant Foods for Human Nutrition, 2004, 19: 25-31  
 Fardouzi M. Thesis V. Acta Horticulturae, 2010, 531: 245-249  
 Iqbalov et al. Plant Foods for Human Nutrition, 2001, 45: 161-174  
 \*Values not available



**Bioversity International**

### INDIGENOUS FRUITS – RICH SOURCES OF ASCORBIC ACID, ESSENTIAL FATTY ACIDS & PROTEIN (Safou & Baobab), MINERALS (Calcium, Iron, Magnesium),

**Bioversity International**

### INDIGENOUS FRUIT AND LEAF VEGETABLES – SUPPLIERS OF ASCORBIC ACID, MICRONUTRIENTS (Minerals & Vitamins), ANTI-OXIDANTS



**Bioversity International**

### INDIGENOUS FRUITS – DIETARY SOURCES OF ASCORBIC ACID, PROTEIN, CALCIUM, HYPOGLYCEMIC COMPOUNDS (Detar, Marula)

**Bioversity International**

### Indigenous Vegetables do also Supply Beta Carotene to Local Diets

Potential Contribution of Green Leafy Vegetables to Daily Requirements of Vitamin A

Green Leaves	Contribution to daily Vitamin A requirements (%)			
	Wet wt (g)	Wet wt (kg)	Wet wt (kg)	Wet wt (kg)
Amaranth (Amaranthus sp.)	360	703	45	28
Coconut (Ficus munda)	419	1792	52	224
Sweet Potato (Ipomoea batatas)	166	967	21	108
Pumpkin (Cucurbita sp.)	429	1607	54	203

Adapted from: Malaisse et al (2004) Plant Foods for Human Nutrition, 52: 14.

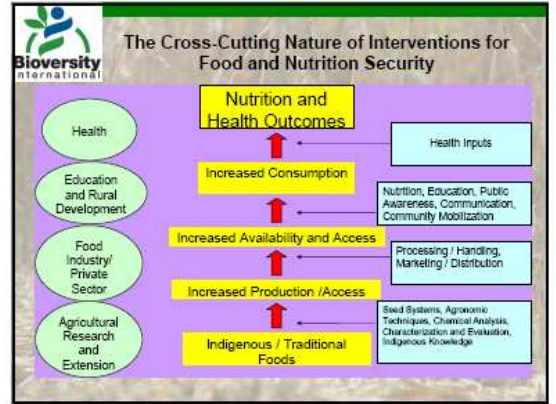






**Bioversity international**

**DRIED INDIGENOUS LEAFY VEGETABLES – RICH SOURCES OF MINERALS (Calcium, Iron, Magnesium), ANTI-OXIDANTS, ANTI-DIARRHEAL COMPOUNDS (Ziziphos mauritana)**



**Bioversity international**

**DRIED INDIGENOUS LEAFY VEGETABLES SUPPLY SIGNIFICANT AMOUNTS OF MINERALS TO DAILY DIETS**

Mineral Concentrations of Some Dried Indigenous Leafy Vegetables (mg/100g)

Leafy Vegetable	Calcium	Iron	Zinc	Magnesium
Adansonia digitata (Baobab)	147.0	9.8	0.17	42.3
Hibiscus sabdariffa (Bissap)	124.0	11.9	0.73	78.7
Amaranthus viridis (Spinach)	164.0	8.8	0.80	126
Ceratotrocha sesamoides (Zama –local name)	84.5	12.4	0.28	35.7
Moringa oleifera (Moringa)	144.0	3.7	0.23	38.5

Sources: Sena, DJ et al. Plant Foods for Human Nutrition 52, 1998.  
Smith, GC et al. Inten. J. Food Science & Nutrition 47, 1996.

**Bioversity international**

**Consommez des Produits Locaux**

With all the diversity of indigenous food resources I have presented, I believe I can convincingly say "nous devons consommer des produits locaux."


**Bioversity international**

**FAO/WHO EXPERT CONSULTATION RECOMMENDED DIETARY INTAKES OF VITAMINS AND MINERALS (mg/day)**

Age Group	Iron (Bioavailability of 7%)	Zinc (Low bioavailability)	Calcium (Average Usual Intake)
Children (1-10)	12.5 - 17.8	8.4 - 11.3	500 - 700
Males (11-Adult)	27 - 31		
Females (11-Adult)	35 - 38		
Adolescents (15-18)		15.5 - 19.2	1300
Adult Females (19 - Menopausal)		9.8	1020
Adult Males (19 - 65+)		14.0	1200
Lactating (17 - 21 months)	30.0	19.0 - 14.4	1050

Source: Human Vitamin and Mineral Requirements. Report of a Joint FAO/WHO Expert Consultation, Bangkok Thailand, Rome 2002.

#### 4. Dr Florence Egal, UN Food and Agriculture Organisation (FAO)



**Food Security and Sustainable Livelihoods: a pre-requisite for improving Nutrition and reaching the MDGs**

**Florence Egal**  
Nutrition and Consumer Protection Division

**As a result...**

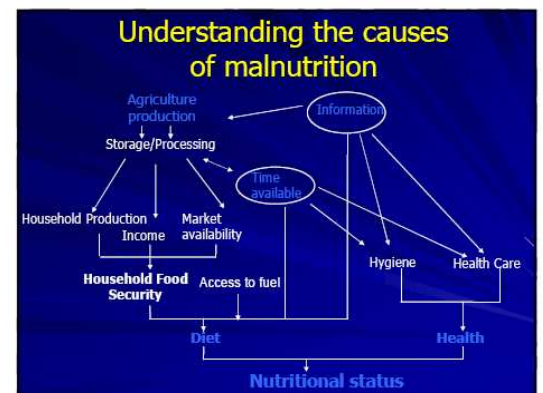
- A vicious circle:
  - Malnutrition
  - Poverty
  - Degradation of natural resources
- ...which requires an integrated approach
  - Improved diets
  - Sustainable livelihoods
    - Food security
    - Sustainable management of natural resources

**Malnutrition in West Africa: Why?**

- Main determinants: demographic, economical, ecological (closely interlinked)
  - population pressure and migration
  - unsustainable food and agriculture policies (including access to natural resources and food imports)
  - increased monetisation of the economy, globalisation, structural adjustment
  - urbanisation
  - natural disasters, conflict, HIV/AIDS
- Changes in lifestyles and diets (including decline of traditional foods, changes in household resources allocation)

**Sustainable Livelihoods approaches: key principles**

- pro-poor
- participatory (communities and local institutions)
- holistic/integrated
- dynamic
- micro-macro linkages
- sustainable natural resources management







## Agriculture: all technical areas have a role to play

- Plant production
  - staple food: cereals, tubers
  - pulses
  - oils, groundnuts
  - leafy vegetables, other vegetables; fruit
- Animal production (small livestock, dairy products)
- Trees and forests: fuelwood, hunting and gathering
- Fisheries: coastal, riverine, aquaculture

## Improving targeting and M&E: the example of Burkina Faso

Integration food security and nutrition indicators in agriculture information systems

- Anthropometric indicators
  - W/H and MUAC for children
  - BMI of mothers
- Integration of new tools
  - ◆ Household Food Insecurity Access Scale (HFIA5)
  - ◆ Individual Dietary Diversity (IDD) Score
- Enhancement of Early Warning System (collaboration MoA and MoH with support from IRD, EU and French cooperation)

## From farm to fork: food processing and preparation

- Improve shelf-life, quality and safety and diversity of available foods
- Improve traditional complementary feeding practices
- Generate income and strengthen livelihoods of food insecure households
- Improve supply of local markets
- Save time and labour

## Biodiversity for food and nutrition: selecting interventions

- ≠ varieties have different nutrient contents
  - ≠ varieties have different cooking requirements
  - Local varieties can be essential to local livelihoods (in particular for poor people)
- ➔ Nutrition criteria should be used in selection of agriculture interventions (including cultivar promotion):
- nutrient content
  - cooking time
  - contribution to livelihoods

## Food and agriculture for health and nutrition

- Make the best of local resources for balanced diets at different seasons
- Retrieve traditional knowledge
- Target the most at-risk households and communities
- Understand household constraints and strategies
- Build on existing experience

## Biodiversity for food and nutrition: a dual approach

- Systematic integration of biodiversity into nutrition (intake surveys, food composition tables and databases, general conferences)
- Systematic integration of nutrition into biodiversity activities (e.g. rice-based aquatic ecosystems)



## Biodiversity for food and nutrition: the Brazilia recommandations (2005)

*Mainstream conservation and sustainable use of biodiversity into agendas and programmes related to nutrition, agriculture, and poverty reduction.*

- Food-Based Dietary Guidelines
- Food composition analysis and dietary assessments
- Nutrition education
- Regulatory frameworks and legislation at national and international levels
- National Plans of Action for Nutrition
- National Poverty Reduction Strategy Papers
- Right to Food
- Food security projects and programmes, including: household food security projects, school-based programmes, home gardens
- Emergency response and preparedness

... in partnership with other sectors

- Systematic linkages with the social sector:
  - Health centres (including Nutrition Rehabilitation Units)
  - Schools
  - Social affairs
- At all levels:
  - community
  - local FSNL strategies
  - national

## Biodiversity and food security: an example from Mali

- Empower local communities to manage their natural resources (including management of threatened animal resources)
- Revise land use policy
- Review forest policy and legal framework
- Improved water-resource managements
- Management of local knowledge  
(FAO-Netherlands Partnership Programme, Bioversity Int.)

## A key contribution to achieving the Millennium Development Goals

- Eradicate extreme poverty and hunger
- Achieve universal primary education
- Promote gender equality and empower women
- Reduce child mortality
- Improve maternal health
- Combat HIV/AIDS, malaria and other diseases
- Ensure environmental sustainability
- Develop a global partnership for development

## Alleviating malnutrition: the role of the food and agriculture sector

- Realise the right to food
- Ensure year-round food availability at local level: quantity, diversity and safety
- Improve complementary foods practices
- Revisit policies
  - to promote food security
  - to protect diets of vulnerable people
- Regulate publicity and develop appropriate education and communication strategies



5. Dr Amadou Tidiane Guiro, Université Cheikh Anta Diop, Dakar, Senegal

Bioversity International DOAS WAHO

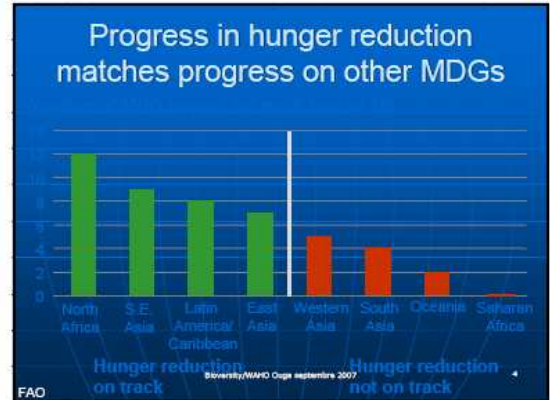
Partenariat pour la mobilisation de la diversité des filières  
Alimentaires traditionnelles pour une meilleure alimentation et santé  
au sein des pays membres de la CEDEAO  
Ouagadougou, Burkina Faso, 5-8 Septembre 2007

## Mise à jour sur les programmes de recherche et activités liés aux aliments traditionnels

Revue sommaire de la littérature

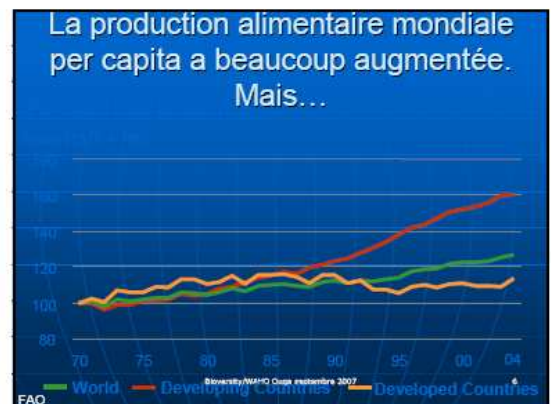
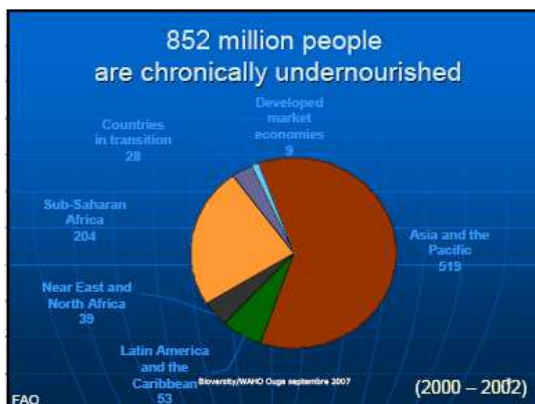
Pr Amadou Tidiane GUIRO  
Nutritionniste  
Faculté des Sciences et Techniques  
Université Cheikh Anta Diop de Dakar  
atgiuro@refer.sn

Bioversity/WAHO Ouag septembre 2007 1



### La situation nutritionnelle ne s'améliore pas en Afrique subsaharienne

Bioversity/WAHO Ouag septembre 2007 2





## 6. Dr Raymond Vodouhe, Bioersivity International, Bureau pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre

### Analyse des politiques et stratégies agricoles visant l'alimentation et la nutrition en Afrique de l'Ouest

Dr Raymond S. Vodouhe

Bioersivity International  
Bureau pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, Cotonou, Bénin

### Pays Africains et sécurité alimentaire

- Les Pays Africains rencontrent de sérieux problèmes de sécurité alimentaire que partout ailleurs dans le monde
- Sur 44 pays ayant des problèmes d'insécurité alimentaire sévère dans le monde, 30 sont en Afrique
- Si les choses demeurent en l'état, le nombre de personnes connaissant des problèmes de malnutrition chronique en Afrique au Sud du Sahara atteindra 300 millions d'ici 2010.

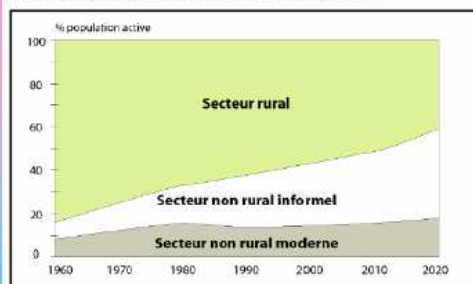
Source: FAO 1996

### Quelques généralités et constats

- L'Agriculture est la base du Développement de l'Afrique
- Elle contribue pour environ 35% au PNB des Pays du Continent
- Elle fournit 40% des produits d'exportation et 70% des emplois
- Elle demeure la principale source de satisfaction des besoins vitaux (Nouriture, habitat, santé etc) des populations.

- **Au niveau Mondial: il y a eu 30% plus de nourriture par personne au cours des 4 dernières décades**
- **En Afrique: il y a 7% moins de nourriture par personne dans la même période: Des milliers de personnes sont au seuil de la sous-alimentation**

Répartition de la population active en Afrique de l'Ouest



Source : CSAO / OCDE (1998)

### % de la population avec <1 \$/j

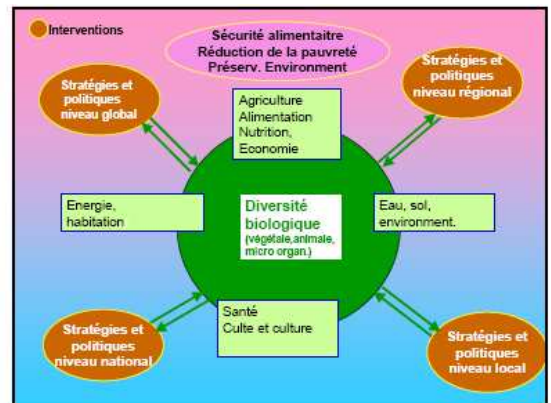
	1990	2002
Pays en Développement	27.8	19.4
Afrique du Nord & Moyen Orient	2.2	2.4
Afrique au Sud du Sahara	44.6	44.0
Amérique Latine & Caraïbes	11.3	8.9
Asie du Sud	39.4	31.2



## Sous-alimentation en Afrique de l'Ouest

	1990-92	2000-02
Nbre total de pers. Sous alimentées	44.8	42.9
% personnes sous ali.	23	17
Ratio actuel et données de réf. de pers. s.a. par rapport cible OMD		0.7
Ratio actuel et données de réf. de pers. s.a. par rapport cible Sommet mondial sur l'alimentation		1.0

Source: SICIAV 2005



- Pendant ce temps la riche diversité biologique de la Région est confrontée à des menaces d'érosion faute de mesures appropriées pour sa valorisation et son utilisation judicieuse pour la satisfaction des besoins des populations
- La Région est réputée pour le rythme plus élevé que partout au Monde de la perte de ses ressources.

## Stratégies de Lutte contre l'Insécurité Alimentaire en AO

- Création d'Ensembles régionaux de coopération
- Elaboration et mise en oeuvre de politiques et stratégies régionales,
- Développement ou renfort des politiques et stratégies nationales

## Que Faire face à une telle Situation?

## Création d'Ensembles Régionaux de Coopération

- Création d'institutions régionales d'intégration économique et/ou politique: CEDEAO, UEMOA, MRU, Conseil de l'Entente etc
- Création d'institutions de coopération scientifique: ADRAO, CILSS, OCLALAV etc.
- Création d'institutions d'aménagement régional: OMVS, OMVG, CBLT, ABN etc.





### Elaboration et mise en oeuvre de politiques et stratégies régionales,

- Niveau continental:
  - PRSA
  - PDDAA
- Niveau Afrique de l'Ouest:
  - Politique Agricole de l'UEMOA
  - Politique Agricole de la CEDEAO: ECOWAP
  - Cadre Stratégique de Sécurité Alimentaire du CILSS

### Objectifs et groupes cibles visés

- Les politiques agricoles nationales et régionales mettent un accent tout particulier sur l'auto-suffisance, la sécurité ou la souveraineté alimentaire des pays,
- La production en quantité suffisante des denrées de grandes consommations se trouve généralement au coeur de toutes les préoccupations reléguant parfois au second plan les problèmes de qualité (Nutrition et équilibre alimentaire); toutefois quelques exceptions
- La production et la sensibilisation sur les bienfaits pour la santé des cultures locales très riches en divers éléments nutritifs (Légumes feuilles traditionnelles, le fonio, les fruits etc.) ne sont pas souvent prises en compte,

### Développement ou renfort des politiques et stratégies nationales

- Elaboration des Lettres de Politique de Développement de l'Agriculture ou consolidation des Politiques existantes
- Conduite des réformes nécessaires pour la mise en oeuvre des politiques nationales et régionales
- Appui au Secteur agricole et aux initiatives visant l'amélioration de la souveraineté alimentaire et de la nutrition (Banque de céréales, politiques semencières, appui à la petite irrigation etc.)

### Objectifs et groupes cibles visés (Suite)

- La satisfaction des besoins immédiats domine et la nécessité de développement des produits compétitifs est soit absente ou très faiblement prise en compte.
- Les groupes vulnérables (Enfants, Femmes, Personnes âgées etc.) et les régions à risque ou affectées par des fléaux naturels ou des crises sociales sont à juste titre visés. Toutefois les problèmes de malnutrition s'observent de nos jours dans tous les milieux.

### Quelques éléments d'appréciation des stratégies et politiques régionales

- Objectifs et groupes cibles visés
- Niveaux d'implication des Acteurs
- Types d'appuis préconisés
- Organisation des Echanges
- Engagement politique

### Niveaux d'Implication des différents acteurs

- Si dans le passé l'approche dirigiste dominait (Top-down), des efforts sont faits de plus en plus pour impliquer les acteurs organisés dans la conception et la mise en oeuvre des politiques au niveau national, régional et international: Les rôles de plus en plus croissants joués par les Organisations Paysannes dans ce cadre sont à saluer (ROPPA).
- Toutefois ces implications s'effectuent à des niveaux variables et la prise en compte des préoccupations des uns et des autres n'est pas souvent optimale
- La répartition des rôles et des responsabilités des différents acteurs pose parfois des problèmes (faibles capacités, reconnaissance insuffisante des organisations etc.)





## Soutien aux innovations

- Les axes et domaines d'intervention prioritaires souvent identifiés restent trop collés aux modes de travail comme d'habitude: les initiatives de diversification de production sont peu agressives et les innovations sont peu soutenues
- Les connaissances endogènes et le génie caché des communautés locales ne sont pas suffisamment valorisées et promues
- La riche biodiversité locale (végétale, animale et micro organismes) n'est pas exploitée de façon adéquate pour l'alimentation et la santé des populations et pour créer de nouvelles sources de revenus pour ces populations.
- Le soutien des Chefs d'Etats et de Gouvernements à la diffusion et la promotion des variétés de riz NERICA est un exemple à saluer. Il serait souhaitable que la promotion de certaines de nos cultures aujourd'hui négligées puissent un jour bénéficier d'un soutien similaire.

## Engagement Politique

- Convaincus que leurs Etats sont confrontés aux memes types de problèmes, les Gouvernements des pays de l'Afrique de l'Ouest sont très favorables à toutes initiatives régionales visant à sortir la sous-région du marasme écomique et de l'état de sous-alimentation chronique,
- La sous région s'est par conséquent dotée dès l'avènement des indépendances des Etats de nombreuses organisations et initiatives d'intégration régionale.

## Réformes institutionnelles et engagements internationaux

- Les dispositions nationales en vue de traduire en actes concrets les engagements régionaux et internationaux tardent à venir:
  - Financement du secteur rural à hauteur de 10% du Budget National Déclaration de Maputo & Sirte)
  - Croissance annuelle de 6% du secteur agricole (PDDAA :OMD, réduction de moitié la pauvreté et la faim d'ici 2015)
  - Faible ou absence de soutien à la Recherche Agricole en vue de la rendre plus compétitive (dotation de moyens matériels, humains et financiers conséquents)
  - Absence de forum institutionnalisés de dialogues et de concertations entre les différents acteurs (producteurs agricoles, nutritionnistes et personnel de la santé) en vue d'une meilleure valorisation des ressources locales dans la lutte contre la malnutrition.

## Engagement politique (suite)

- Malheureusement les engagements très clairement annoncés dans les DECLATIONS au PLUS HAUT NIVEAU des Etats ne sont pas souvent suivis d'actions concrètes en vue de leurs mise en oeuvre effective:
    - Retard ou absence de paiement des contributions des pays aux initiatives régionales
    - Absence ou retard dans les réformes institutionnelles conformes aux engagements régionaux et internationaux,
- N. B: Les concours de l'extérieur continuent d'être la principale source de financement de beaucoup d'initiatives régionales.

## Echanges intra et inter pays

- L'enclavement des zones de production et le faible niveau des technologies post récoltes (transformations, conservation) des produits agricoles continuent de pénaliser fortement les efforts de production des communautés à la base,
- Les initiatives prises dans le cadre de la libre circulation des personnes et des biens au sein de l'UEMOA et de la CEDEAO offrent des opportunités fort intéressantes, mais leur mise en oeuvre n'est pas totalement effective,
- Les concertations et harmonisations des politiques au niveau régional en vue de création de synergies et de complémentarités entre zones et pays demeurent peu fructueuses d'où la concentration des investissements sur les memes secteurs/produits,
- La concurrence des importations des produits agricoles subventionnés par les pays industrialisés ou à très faible couts de production (riz, viande, lait, coton etc.) constituent une véritable préoccupation des Etats qui s'organisent pour la défense de leurs producteurs dans les négociations internationales.

## Perspectives

- **Poursuivre la sensibilisation des Décideurs des Etats à tous les niveaux afin que les initiatives et politiques régionales connaissent des applications effectives**
- **Susciter la création de structures institutionnalisées de concertation et d'échange entre les divers acteurs de lutte contre la famine, la malnutrition et l'insécurité alimentaire (niveau national et régional)**



## Perspectives (suite)


- **Œuvrer pour la valorisation et la promotion de la riche diversité biologique locale dans la lutte contre la malnutrition (notamment les espèces négligées)**
- **Créer des cadres favorables aux innovations technologiques et à la valorisation des connaissances et pratiques endogènes efficaces.**

## Quelques Publications très intéressantes sur le sujet

1. La souveraineté alimentaire en Afrique de l'Ouest: des principes à la réalité.  
Par le Club du Sahel et l'Afrique de l'Ouest (CESAO)  
de Roger Blein et Emmanuel Jeudy sous la supervision de Jean Sibin Zoundi et Léonidas Hitimana
2. Les ruralités en mouvement en Afrique de l'Ouest. Par la FAO et CESAO
3. Problématiques et Stratégies Régionales pour Garantir la Sécurité Alimentaire en Afrique de l'Ouest. Par Achi Atain de Western African Economic Association (WAEA)
4. Nutrition et sécurité alimentaire . Par Kindo Harouna, NUSAPPS, CILSS
5. Publications de Bioversity (Voir site Web Bioversity)
6. Divers rapports de réunion du NEPAD
7. Rapports de WAHO



## 7. Dr Marie Ruel, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI)



INTERNATIONAL FOOD POLICY RESEARCH INSTITUTE  
sustainable solutions for ending hunger and poverty

### Agriculture – Health Linkages


Marie T. Ruel  
Food Consumption and Nutrition Division  
International Food Policy Research Institute

### HEALTH ↔ AGRICULTURE

➤ **HEALTH AFFECTS AGRICULTURE**

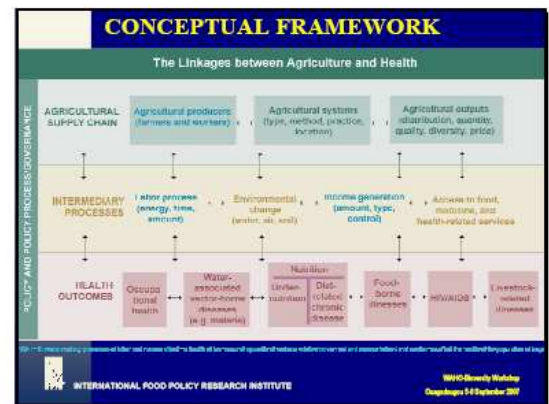
- Affects ag productivity: poor health – less productivity – less income – less food security – poverty
- Affects market demand for food/ag products

INTERNATIONAL FOOD POLICY RESEARCH INSTITUTE  
WHO Bioregional Workshop  
Oaxaca August 14-16 September 2007



INTERNATIONAL FOOD POLICY RESEARCH INSTITUTE  
sustainable solutions for ending hunger and poverty

### Why examine the linkages between agriculture and health?



### AGRICULTURE ↔ HEALTH

➤ 75% of the poor are dependent on agriculture for their livelihood

➤ Ag: key to economic growth & ↓poverty

➤ **AGRICULTURE AFFECTS HEALTH:**

- Undernutrition: leading cause of child mortality
- Malaria: 4<sup>th</sup> largest cause of mortality
- HIV/AIDS: 40 million
- Food borne illnesses
- Occupational hazards
- Diet-related chronic diseases

INTERNATIONAL FOOD POLICY RESEARCH INSTITUTE  
WHO Bioregional Workshop  
Oaxaca August 14-16 September 2007

### BI-DIRECTIONALITY OF AGRICULTURE-HEALTH

➤ Actions in one sector affect the other (positively or negatively)

➤ Opportunities for exploiting synergies between the 2 sectors and achieving greater impact on reducing poverty, malnutrition and ill health are often missed

INTERNATIONAL FOOD POLICY RESEARCH INSTITUTE  
WHO Bioregional Workshop  
Oaxaca August 14-16 September 2007



## CHALLENGES & OPPORTUNITIES FOR COLLABORATION

- Emerging health problems related to agriculture and health:
  - Avian flu
  - HIV/AIDS
  - Under and over-nutrition
  - Malaria and irrigation
  - Food safety
- New challenges: globalization, urbanization,  $\Delta$  demand, longer food chain, changing markets



INTERNATIONAL FOOD POLICY RESEARCH INSTITUTE

WHO Security Workshop  
Cape Town 5-6 September 2007

## CHALLENGES

- Linkages between agriculture & health are dynamic and complex
- Significant institutional challenges (competition vs. collaboration, coordination, integration)
- Insectoral policies: difficult to monitor & evaluate (accountability, \$\$\$)
- Policymakers, practitioners, donors need to be convinced (incentives)



INTERNATIONAL FOOD POLICY RESEARCH INSTITUTE

WHO Security Workshop  
Cape Town 5-6 September 2007

## CGIAR PLATFORM ON AGRICULTURE AND HEALTH

- Building from our expertise in agriculture-nutrition linkages
- Expanding to global health issues
- Exploring new partnerships with health and work on | coordination/collaboration
- Developing conceptual framework
- Documenting successful experiences and challenges (workshops, publications)
- *Strengthening collaboration & coordination through research, working together, taking advantage of synergies to achieve greater impact on the poor*



INTERNATIONAL FOOD POLICY RESEARCH INSTITUTE

WHO Security Workshop  
Cape Town 5-6 September 2007



## 8. Dr Florence Egal, Comité Permanent de la Nutrition (SCN) du Système des Nations Unies



UNITED NATIONS SYSTEM  
Standing Committee on Nutrition



**UN Standing Committee on Nutrition**  
**Working together**  
**to fight all forms of malnutrition**

Florence EGAL  
Chair SCN Working Group on Household Food Security


**SCN Working Groups**

- Breastfeeding and Complementary Feeding
- Capacity Development in Food and Nutrition
- Household Food Security
- Micro-Nutrients
- Nutrition in Emergencies
- Nutrition, Ethics and Human Rights
- Nutrition and HIV/AIDS
- Nutrition of School age Children
- Nutrition through the Life Cycle

**Why the SCN?**


Set up by ECOSOC in 1977

- To **promote cooperation** among UN agencies and partner organizations **in support of national, regional, and international efforts** to end malnutrition in all of its forms in this generation.
- By:
  - **refining the direction, increasing the scale and strengthening the coherence and impact of actions** against malnutrition world wide,
  - and **raise awareness of nutrition problems and mobilize commitment to solve them at global, regional and national levels**




**How does the SCN operate?**

- Annual Sessions
  - Symposia (first day)
  - Working Groups (9)
  - Business meetings (UN/ bilateral/ NGO)
  - Last session in Rome co-hosted FAO/IFAD/WFP + Biodiversity International
  - Next session Hanoi on reduction of stunting
- Advocacy documents and events
  - Report of the Commission on Nutrition Challenges for the 21<sup>st</sup> Century
  - 5<sup>th</sup> Report on the World Nutrition Situation
- Has agreed a Strategic Framework and Action Plan 2006-10



**How does the SCN operate?**

- Secretariat: secretary Roger Shrimpton, Geneva
- Steering Committee
  - Chair plus 8 members
    - Un agencies (WHO, FAO, UNICEF, WFP, WB, UNU/IFAD)
    - Bilateral (Norway/Denmark/Brazil)
    - NGO/CSO
  - Regular meetings (minutes)
- Open to all
- Three constituencies:
  - UN
  - Bilateral partners (includes governments)
  - NGOs



**What does it propose to do?**

- *SCN Action Plan: 3 objectives*
  - Establish regional and country level mechanisms for strengthening food and nutrition considerations and interventions into PRSPs as well as national development strategies at the country level
  - Establish across all UN agencies, ministerial sectors and development actors a common vision, language and understanding of the causes of hunger and malnutrition
  - Mobilize increased support for all food and nutrition agencies of the UN in the context of realizing the right to safe, nutritionally adequate, available and culturally acceptable food.



**UNSCN How does it propose to do it?**

Three Task Forces

- Advocacy, Communication and Partnership Building
- Assessment, Monitoring and Evaluation
- Development of Integrated Approaches

Have met for the first time at this year's annual session

**In conclusion**

- Forum for harmonisation
- Not implementation
- The SCN is us
- It has gone a long way since 2000
- Its effectiveness will depend on how we use it
- Visit and contribute to [www.unsystem.org/scn](http://www.unsystem.org/scn)

**UNSCN Why is the SCN important?**

- Policy Harmonization is a challenge for any single agency at any level (regional, national and international).
- Nutrition is about the "joining up" of "health", "agriculture", "education" and "social welfare" sectors.
- Nutritional improvement is about "Good Governance" at all levels
- The SCN is even more relevant today because of the UN Reform, CCA and UNDAF processes

**SCN and ECHUI**

- ECHUI adopted in June 2007 by UNICEF's Executive Board after WFP's
- Discussed at SCN annual session: critical review but endorse goal and agree on key outcomes
- SCN task forces to provide technical advice
- Plan of work to be agreed at the next Partners group meeting
- Sahel likely to be pilot area